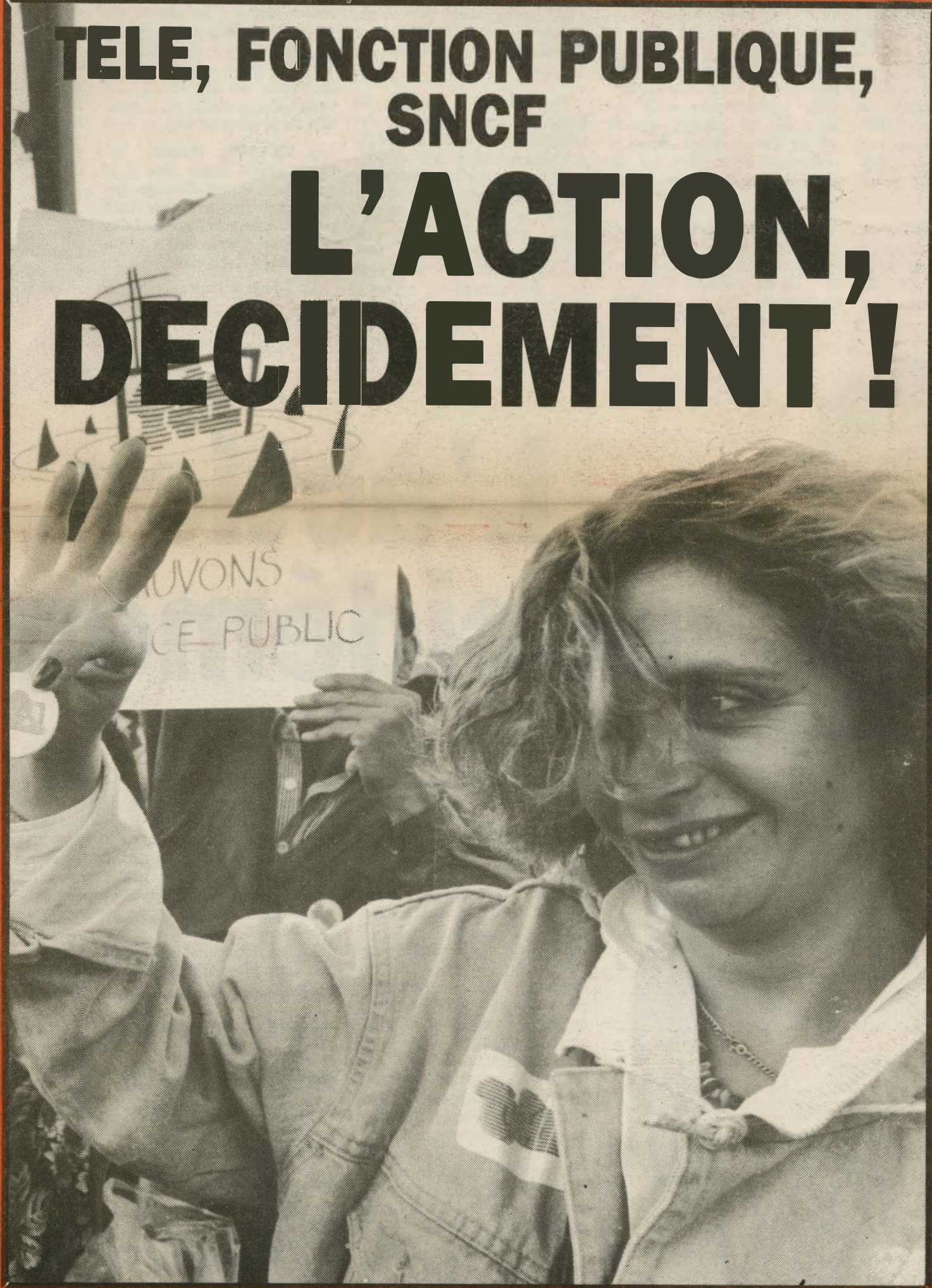


ROUGE

*Grèves
en Belgique
Deux mois que ça dure
(page 16)*



**TELE, FONCTION PUBLIQUE,
SNCF**

**L'ACTION,
DECIDEMENT !**

Cette fois, le durcissement du gouvernement s'accompagne d'un raidissement parallèle des salariés. Le constat de nos correspondants est identique, de la SNCF à la fonction publique, en passant par la télévision. Et l'on évoque aussi la grève des fonctionnaires en Belgique...

□ « Le climat n'a pas fini de se dégrader. Ce gouvernement en fait trop, et l'hypothèque de la gauche "aux affaires" est levée. Il y aura tout ça, aussi, évidemment derrière la grève de la SNCF de cette fin de semaine. » Après la grève de TF 1, la semaine dernière, les cheminots prennent le relais. Le mouvement rebondira le 7 juin avec un rassemblement des travailleurs et des usagers contre la privatisation des chaînes de télé. Et puis, nous ne serons pas loin du 17 juin, journée de grève unitaire dans la fonction publique...

Dans le Nord et dans l'Est, les cheminots s'intéressent de près à la grève des fonctionnaires qui se déroule en... Belgique. Difficile de trouver l'information. Une

partie du trafic ferroviaire assuré habituellement par les cheminots belges est détournée par la France... « On aimerait bien savoir ce qu'il se passe. »

Lundi 27 mai, il était difficile de se faire une idée du mouvement de grève du vendredi et du samedi suivants, en France. « Nationalement, il n'y a pas de mot d'ordre très ferme en ce qui concerne les modalités d'action. C'est régionalement et localement que les affaires vont se décider. Les syndicats doivent se rencontrer aujourd'hui ou demain à cet effet. Qu'en sortira-t-il ? »

Les revendications paraissent également « trop générales ». On « ne perçoit pas bien les objectifs ». Il est question d'emploi, évidemment. Les dix mille sup-

pressions de postes programmées dans les chemins de fer sont un chiffre sec, qui se passe de commentaire ! Cheminot, on ne peut qu'être contre. Mais comment le manifester précisément ? Comment répondre ? « La revendication des trente-cinq heures paraît être une affaire enterrée pour la grande majorité des gens. »

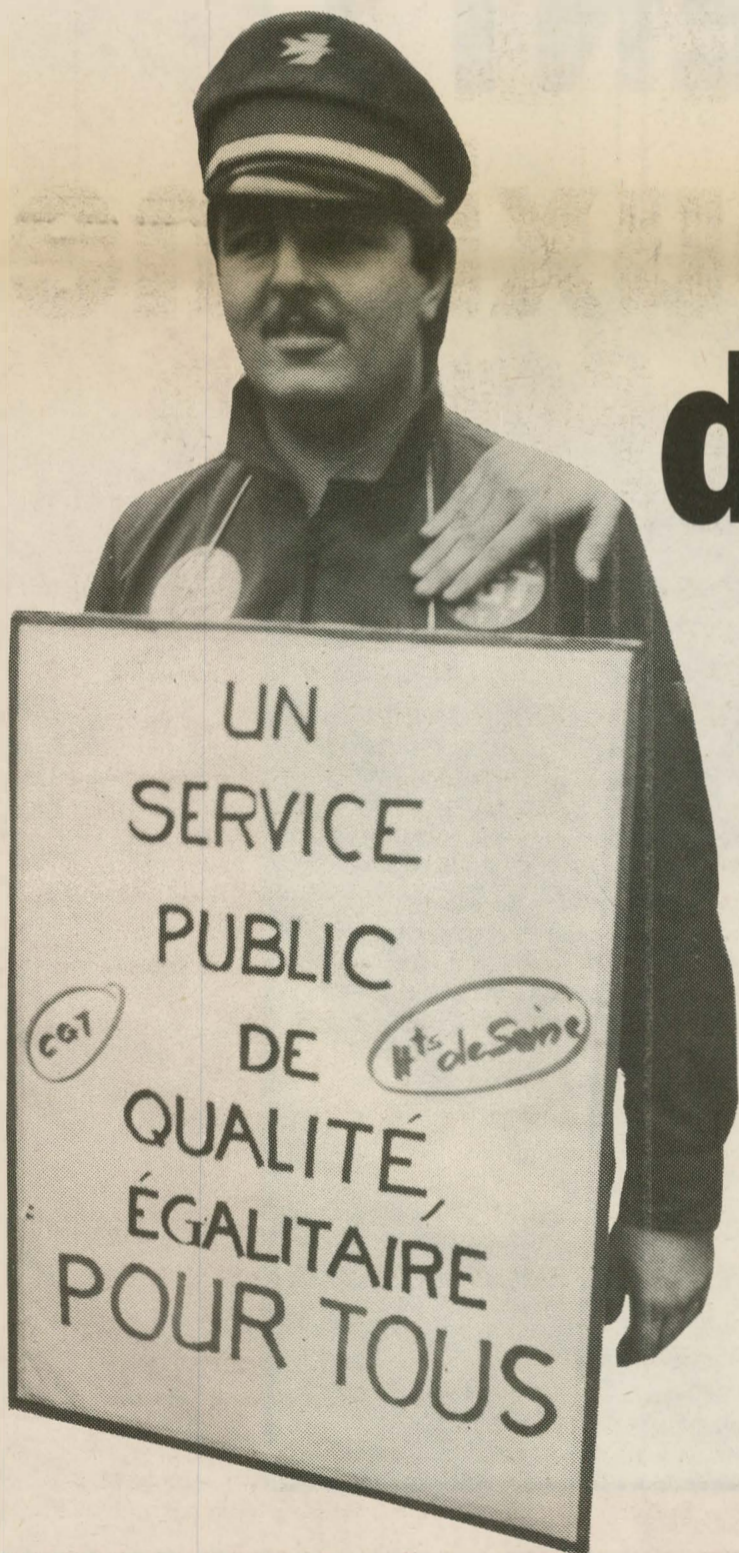
Dans la région de Metz, la baisse du trafic ferroviaire est sensible. La crise de sidérurgie, des Charbonnages ont considérablement réduit la charge de marchandises, qui fournit la plus grosse part du travail à la SNCF. Cent cinquante agents de conduite risquent d'être renvoyés aux ateliers d'ici 1990. Les conséquences sont aisées à

L'objectif paraît trop élevé. Il y a huit mois, les roulants de la SNCF faisaient la démonstration par A + B de la grève « générale et gagnable : tout le monde arrête le travail sans attendre les consignes syndicales, sur une revendication limitée ». La chaîne des accidents de l'automne 1985 et la riposte massive des agents de conduite n'ont pas résolu les problèmes de dégradation des conditions de travail ou la question de la conduite à agent seul.

Les cheminots pensent, par contre, avoir gagné face à la répression, et aux menaces disciplinaires visant à leur faire payer le prix de la sécurité. Dans la région normande, l'action « gagnable » a fait école.

Le climat à l'intérieur même

quante agents ont signé une pétition pour le soutenir, une vingtaine de roulants sont allés en délégation dire son mot à la direction. Celle-ci a demandé quarante-huit heures de réflexion. La décision doit tomber en fin de semaine. Aux ateliers de Quatre-Mare, tout proches du dépôt de Sotteville, sept cents travailleurs sur mille salariés se sont rassemblés pour soutenir un de leurs collègues menacé de licenciement. Pétition, débrayage, unité syndicale CGT et CFDT, l'action avait été bien préparée. Elle paraissait plus crédible, gagnable, que la lutte contre les 300 à 400 suppressions de postes prévues dans l'établissement, qui semblent en core du domaine de la fatalité, en ces temps d'austérité.



L'action, décidément !

deviner : le déroulement de carrière de chaque agent sera corrigé en baisse et il ne faut pas espérer d'embauchés dans le futur. Dans l'immédiat, l'application complète des nouveaux roulements d'été souligne encore mieux l'absurdité du système. L'amplitude journalière du travail des agents de conduite demeure dans le meilleur des cas identique ; plus généralement, elle s'allonge... N'est-ce pas la meilleure démonstration possible de la nécessité d'une nouvelle organisation du travail ? La réduction du temps de travail reste évidemment la seule solution possible. Pour le maintien de l'emploi. Comme, plus généralement, pour l'amélioration des conditions de travail, le maintien de la sécurité. Et le mot sécurité rappelle des souvenirs encore frais à la SNCF...

« Mais ce n'est pas là-dessus, sur le mot d'ordre de refus des dix mille suppressions d'emplois que les gars ont envie de se battre. »

des établissements se dégrade. Vexations, provocations, réprimandes s'accumulent. Au dépôt de Sotteville, la direction vient de remettre en cause un acquis conquis par les roulants lors d'une lutte précédente. Un cheminot qui n'était pas convoqué (« commandé » selon le terme officiel) à 22 heures ne pouvait plus l'être avant 5 heures le len-

« Ce gouvernement joue trop des muscles. Il faut marquer le coup », entend-on à Saint-Lazare.

demain. La direction vient de faire un exemple, avec « demande d'explications ». Un agent a refusé la première commande de 22 h 10, réapparue il y a quelques semaines ! Cent cin-

« L'importance du débrayage en fin de semaine dépendra de tout cela, plus que des revendications et des consignes syndicales nationales. L'accumulation des ripostes à cette dégradation du climat dans l'entreprise s'exprimera-t-elle au cours de cet arrêt de travail ? » Localement, la CGT s'adresse aux autres organisations syndicales pour faire « quelque chose d'unitaire ».

Dans la région parisienne, à Saint-Lazare, la CGT et la CFDT appellent dans l'unité les roulants à la grève. Les deux syndicats ont par ailleurs déposé des préavis pour les autres catégories de cheminots. La CFDT est pour l'extension du mouvement, comme sur la région Paris-Sud-Est-Lyon. Les dix mille suppressions d'emplois visent évidemment tous les agents, quel que soit leur poste. Et les revendications dans chaque secteur ne manquent pas. Les salaires restent bloqués, tandis qu'une nouvelle version du déroulement de

carrière, évoque tout à fait l'individualisation salariale « made in SNCF ». « On a le sentiment que ce mouvement sera plus fort que les dernières grèves, où régnait la division. » Et puis ce gouvernement « joue trop des muscles ». Il y a un début de frémissement, « pour lui répondre ». Il faut « tout faire pour marquer le coup ». C'est parfois difficile avec la CGT plutôt sur la ligne « faire la clarté »...

Consciente des menaces que porte la situation politique en général, la CFDT Saint-Lazare veut appeler au 7 juin, tout comme elle mène campagne contre l'autorisation administrative de licenciement... qui doit être discutée ces jours-ci au Parlement. Et le 17 juin ? La question paraît quelque peu hors de propos. « Normalement, les cheminots ne sont pas concernés. » On ne sait pas encore ce qui peut se passer. Reste une certitude. « Depuis les quinze derniers jours, il y a un raidissement du pouvoir, certes, mais un raidissement chez les salariés, aussi. »

Les militants des syndicats de la fonction publique, de leur côté, ont encore pour premier souci de mettre tout le monde d'accord pour la journée du 17... Cela n'avait rien d'évident au départ. Si la CGT et FO appelaient séparément le même jour, l'Union des fédérations de fonctionnaires CFDT avait prévu — et maintenant — une semaine de défense du secteur public, la semaine précédente... avec un « temps fort » le 12 juin.

Elle s'est faite, pour le moins, « accrocher » par une bonne majorité de ses fédérations. Elle a donc dû, en catastrophe, se replier et déplacer ses consignes

vers la semaine suivante, sans appeler pour autant à l'action. Cela permettra tout de même aux syndicats les plus décidés de participer à la journée du 17. Mais la course à l'unité — et à son maintien — ne se terminera en fait que ce jour-là. D'ici là... « Cette fois pourtant, la démarche unitaire n'apparaît pas comme une perte de temps pour le personnel. Elle est comprise. »

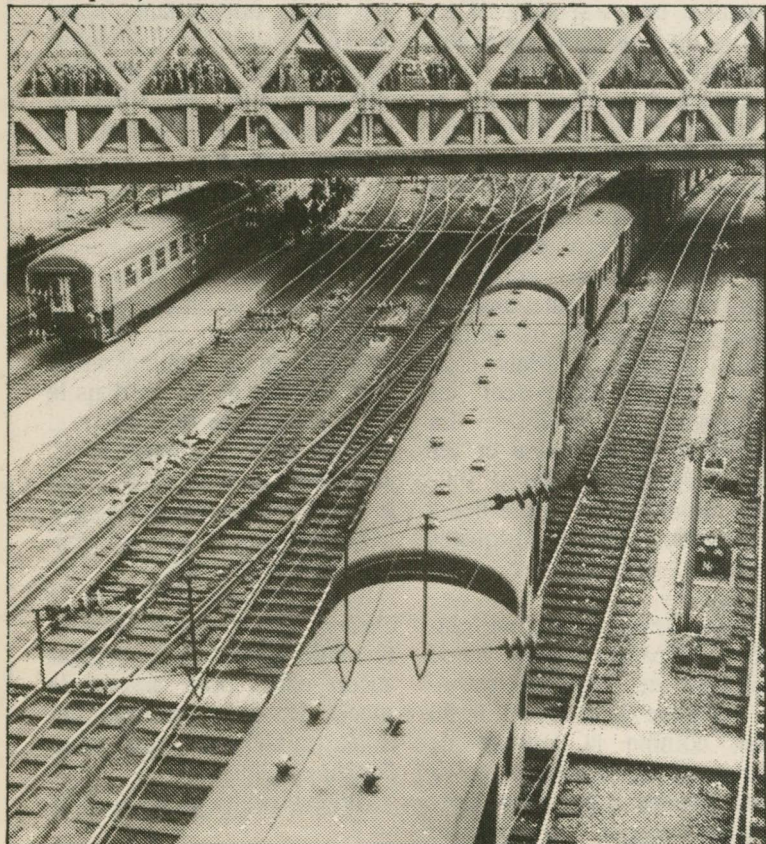
Le libéralisme et le moins d'Etat ont des résultats sans appel dans la fonction publique. Sept mille emplois par exemple vont être supprimés dans les PTT. La privatisation menace en partie les télécoms (voir

Une préoccupation dans la fonction publique : mettre tout le monde d'accord pour le 17 juin.

page 10). Si le gouvernement supprime le contrôle des prix, ce sont carrément des services, des fonctions, des emplois qui sont appelés à disparaître dans les services des Finances. A qui profitera le moins d'Etat ? Le pouvoir d'achat des fonctionnaires régresse, depuis le début des années quatre-vingt. Les compressions d'emplois s'annoncent de plus en plus lourdes et systématiques, la flexibilité du temps de travail et des salaires fait tâche d'huile... « Il faut marquer le coup. » Là-dessus il y a plein accord. De la SNCF à la fonction publique, en passant par

Michel Morel

Petit à petit, la nécessité du combat fait son chemin.



La défense du service public, catalyseur d'un véritable mouvement d'opinion.

TF 1 : le deuxième souffle ?

A TF 1, avant les dernières décisions gouvernementales, c'est un peu l'attente. Mais on prépare le rassemblement du 7 juin. Un journaliste de « Rouge » s'est rendu, un après-midi comme un autre, rue Cognacq-Jay.

□ Cognacq-Jay, fin d'après-midi, 27 mai. Le vénérable bâtiment de la chaîne historique, TF1, ne retentit pas des sympathiques bruits de tout un personnel mobilisé pour se défendre contre la privatisation.

Si cinq cents employés de la chaîne dans le bâtiment ont contresigné l'appel du collectif La télé est à vous, la signature au bas du parchemin ne traduit pas forcément l'entrée dans l'action.

L'action, il faut la chercher à son siège, au rez-de-chaussée de Cognacq-Jay, le local du collectif La télé est à vous. Ici les journalistes et les syndicalistes, en petit nombre, tentent de bâtir un pont entre l'opinion défavorable à la privatisation de la chaîne et la lutte du personnel.

Ce collectif, né dans la houleuse assemblée qui réagit à chaud à l'annonce de la privatisation, apparut sous la tour Eif-

fel, le 21 mai, à la manifestation des personnels de télévision : un cœur, sur fond rose ou bleu, contenant le slogan du collectif.

Apparemment, il représente la structure unitaire de résistance à Cognacq-Jay, plus peut-être que les syndicats CGT, CFDT et SNJ qui y participent. Signe des temps dans cette maison, le syndicalisme institutionnalisé a trouvé rapidement un suppléant, ce collectif.

Pas un comité de grève parce que le personnel n'est pas en grève, à mi-chemin entre un comité de mobilisation, un centre d'initiatives, un organe de relation avec le public et les associations diverses.

Sa vocation ? Après la création de ces collectifs dans chacune des sociétés de l'ex-ORTF, coordonner nationalement des initiatives comme celle de Ven-

dée (à la Roche-sur-Yon, cela s'appelle « TF 1, on t'aime comme tu es »).

Et puis en appeler aux associations, de la FEN aux parents

« La télé est à vous » : à mi-chemin entre un comité de mobilisation, un centre d'initiatives et un organe de relations publiques.

d'élèves, en passant par la fédération Léo Lagrange ou la Fédération autonome des syndicats

de police. Il s'agit de rassembler le 7 juin, à 18 h 00, tous ceux qui refusent la privatisation. Il s'agit d'aller plus loin, jusqu'au 14 juillet, si c'est possible.

De toute façon, disent les animateurs du comité, la mobilisation n'est pas finie. Pas seulement parce que TF 1 est difficilement privatisable, mais aussi parce que beaucoup de membres

Une forte conscience que la privatisation de la chaîne prend le sens d'un premier test.

du personnel attendent l'identité du racheteur. Imaginez si c'est Hersant...

D'autres réactions, parmi les techniciens : la grève avec occupation, illimitée, c'était la bonne solution. Argument contre ? Le Mondial et Roland Garros supprimés et c'est l'impopularité assurée... Voire !

Après le 21 mai fort réussi sous la tour Eiffel et dans les



Après la grève du 21 mai, l'urgence de perspectives unifiantes.

rues, le mouvement cherche un second souffle. Le capital de sympathie, le refus de la privatisation, comment les transformer

en action concrète, pour que Chirac ne puisse pas privatiser TF 1, pour que celle-ci reste dans le service public. La pré-

sence des postiers et des agents des télécoms le 21 mai atteste de la haute sensibilité dans ce personnel-là de la privatisation de

TF 1, qui rejaillira mécaniquement sur eux...

Le problème réside bien là. En suspension dans l'air, l'idée d'un 24 juin à l'envers, c'est-à-dire d'un mouvement aussi déterminé contre la privatisation de TF 1 que celui déclenché par les évêques pour la privatisation de l'école. Mais qui prend l'initiative ? Qui osera défier le gouvernement Chirac sur sa première tentative de privatisation, donc exemplaire et symbolique ?

Les confédérations CGT et CFDT, les syndicats de journalistes, toutes les associations présentes le 27 mai au soir pourraient y appeler, avant que l'été n'anesthésie tout le monde. Il ne faut pas gâcher cette possibilité-là. Une vaste manifestation contre la privatisation de TF 1 porterait un coup sévère dès la première démarche du gouvernement en ce sens. Derrière TF 1, sont menacés les PTT et une longue liste de secteurs.

La lutte contre la privatisation de TF 1 prend donc ce sens-là, un premier test. Il faut que Chirac soit recalé à cet examen de libéralisme. Ça urge !

Jean Lantier

Déclaration du bureau politique de la LCR

Toute la presse le relève : la situation française se modifie. La Chiraquie s'emballe, en même temps que s'aiguisent les tensions politiques et sociales. Les attaques se multiplient contre l'emploi, le pouvoir d'achat, les statuts. On voit se développer une politique de mise au pas de la télévision et de mainmise des grands groupes industriels ou financiers sur divers secteurs du service public. Après avoir mené leur campagne électorale sur le thème de la « liberté », nos libéraux donnent un spectaculaire tour de vis à nos libertés, concoctant en série des lois répressives dont les immigrés sont les premières victimes désignées.

Au cours des semaines qui suivirent le 16 mars, bon nombre de travailleurs assistèrent, impuissants ou résignés, au retour de la droite dans les palais nationaux. « Après tout, se disaient-ils, c'est la gauche qui a ouvert la voie à la revanche réactionnaire ; c'est elle qui a démantelé des conquêtes sociales essentielles ; à quoi bon se battre maintenant alors que, cinq ans durant, nous sommes restés l'arme au pied face aux plans d'austérité ? »

Toutes ces questions reflètent évidemment une réalité : plusieurs années de trahisons et de reniements qui n'ont pas fini

de faire sentir leurs effets. Reste que, face à la brutale mise en pratique des attaques programmées, la résistance s'impose dorénavant comme une absolue nécessité. A l'attentisme, à la digestion de l'après-16 mars, succède le refus de subir.

L'inanité des tentatives syndicales de « négocier » l'offensive chiraquienne pèse lourd dans cette prise de conscience. Car chacun peut en effet le constater : quand les patrons exigent toujours plus de cadeaux, de sacrifices de la part des salariés, il n'y a plus rien à négocier ; les palabres autour d'un tapis vert ne sont que diversion.

Attentifs à ce changement de paysage social, aux phénomènes de remobilisation, les militants révolutionnaires, comme les syndicalistes « lutte de classe », ne peuvent toutefois se contenter de constater. Ils doivent non seulement se montrer les plus déterminés, mais aussi aider à la plus large réflexion, afin que l'action se mène dans les meilleures conditions.

Car le sursaut actuel ne représente pas encore la guérison du mouvement ouvrier. Les éboulements de la crise du syndicalisme, les rancœurs engendrées par les batailles perdues ou non livrées, les querelles opposant les appareils syndicaux obs-

truent toujours le chemin du combat de classe. Déblayer ces obstacles suppose tout d'abord de reconstruire les conditions élémentaires de l'action et de l'unité ouvrières. Ainsi, il faut, par exemple, réunir les sections syndicales, ranimer leur activité et celle des structures locales, etc. L'ordre du jour n'est rien moins qu'évident : le soutien aux personnels de l'audiovisuel en lutte contre la privatisation, le soutien aux cheminots en grève le 30 mai, le refus de la loi « libérant » les licenciements patronaux, la préparation de la mobilisation du 17 juin dans la fonction publique, la solidarité interprofessionnelle contre tous les licenciements en cours, etc.

Et, c'est également dans la riposte aux lois racistes du gouvernement ou aux menaces pesant sur les libertés qu'il s'avère possible de remettre en mouvement des secteurs entiers du mouvement populaire.

Mais construire la mobilisation implique également de surmonter les divisions et de dégager les bases unifiantes d'une action de tous les secteurs concernés par les attaques réactionnaires. C'est pourquoi il convient de rendre évidente la liaison indissociable des revendications pour la défense du pouvoir d'achat, contre les suppressions d'emplois — dans

le privé comme dans le public — contre la remise en cause des statuts et des missions du service public, contre les projets de dénationalisation.

Au-delà se trouve posé le problème de l'extension et de la centralisation des conflits. Aucune confédération syndicale n'ose actuellement se maintenir en retrait. La CGT organise une « semaine d'action », du 9 au 15 juin. Parallèlement, FO annonce une « journée de sensibilisation » et la direction de la CFDT appelle à riposter à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Personne ne doit pourtant être dupe. Devant les décisions gouvernementales, les confédérations doivent épouser le mécontentement croissant. Mais c'est pour mieux désamorcer les convergences possibles. La mobilisation, sa réalité et ses suites dépendent donc, plus que jamais, des travailleurs combattifs, des syndicalistes unitaires, des militants « lutte de classe ».

Avant les congés d'été, plusieurs échéances auront, de ce point de vue, valeur de test.

□ La grève de la SNCF, le 30 mai, comme la journée de grève des fonctionnaires, le 17 juin, quelles que soient leurs limites, seront un premier

moment d'affirmation des exigences ouvrières face au gouvernement Chirac.

□ De même, le refus de la privatisation de TF 1 pourrait représenter un moment fort de l'affrontement avec le nouveau pouvoir. Encore faut-il qu'apparaissent les initiatives susceptibles de donner toute la force au mouvement d'opinion qui se cristallise sur cette question et que révèle notamment l'appel de *Télérama* et de *l'Événement du jeudi*. Une grande manifestation centrale, au début du mois de juin, représenterait la réponse adéquate.

□ Enfin, au moment où Chirac se prépare à recevoir — acte ô combien symbolique ! — le chef de file de l'apartheid sud-africain, la lutte contre le racisme devient un élément essentiel de la démonstration d'un rapport de forces dans le pays. La grande manifestation unitaire prévue à Paris le 12 juin contre la venue de Botha et le rassemblement organisé par SOS-Racisme, le 14 juin, peuvent en être le cadre.

Il est à présent du devoir de chacun, à commencer par les révolutionnaires, de ne négliger aucun effort pour assurer le succès de toutes ces mobilisations. La tâche est ardue, mais l'enjeu est essentiel.

Bureau politique de la LCR

22 MAI

Libéralisme et liberté



Ce fut l'une des forces de la droite que de savoir, au cours des dernières années, récupérer à son profit le discrédit frappant une série de valeurs traditionnellement défendues par le mouvement ouvrier. C'est ainsi que la « *défense des libertés* » devint son maître mot. Face à une gauche qui abandonnait, un à un, tous ses engagements, les battus de 1981 surent, de cette façon, se refaire une virginité.

La supercherie ne tarda pas à apparaître. A peine eurent-ils pris possession des palais nationaux, que les gouvernants répandirent des flics par milliers, dans les grandes villes. Plus un lieu public, plus une gare où le passant ne soit confronté au regard inquisiteur d'argousins armés jusqu'aux dents. Dans le même temps, ils annonçaient une cascade de projets de loi et se mettaient à parler de délation. Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Encouragés par cette psychose, les représentants de l'ordre multiplient les excès de zèle, pour ne pas dire les bavures. Tel jour, des journalistes et un avocat sont frappés et insultés. Le lendemain, de tout jeunes lycéens en ballade dans le quartier des Halles à Paris, se voient interpellés, interrogés et bouclés toute une nuit.

Tout aussi significatif des tendances autoritaires à l'œuvre est le retour au scrutin majoritaire. Rien de bien nouveau dans cette « réforme » qui ne fait que revenir à la situation antérieure à 1981. Mais là n'est pas le plus important. Non content d'imposer cette loi scélérate par ordonnance, Chirac n'a pas hésité à interdire tout débat parlementaire, en recourant à l'article 49-3 de la Constitution. Et ce, alors que le charcutage des circonscriptions s'opère dans le plus grand secret, à l'abri des bureaux du ministère de l'Intérieur.

Seuls des naïfs pourraient s'étonner de ce nouveau climat. La politique chiraquienne s'avèrera vite impopulaire, jusque dans certains secteurs de la base électorale de la réaction. Comme ses semblables, l'équipe au pouvoir va donc connaître un phénomène d'usure d'autant plus profond que ses divisions ne cessent de s'accroître. Dès lors, la répression et les entorses à la démocratie — fût-elle parlementaire — deviennent une nécessité impérieuse. Ce qui démontre, une fois de plus, que libéralisme et liberté sont des notions antagoniques.

23 MAI

Ce spectre qui les hante



« *Un spectre hante l'Europe* », écrivait jadis Marx à propos du communisme. Près d'un siècle et demi plus tard, ces mots n'ont rien perdu de leur force. Un nouvel exemple vient d'en être fourni par une surprenante commémoration de Mai 68. Coup sur coup, un colloque universitaire et l'émission littéraire de Bernard Pivot y furent consacrés.

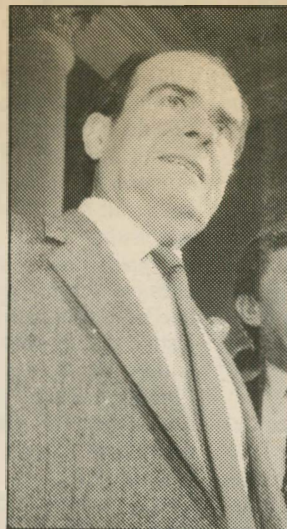
Ce regain d'intérêt n'a rien d'innocent. Car il procède d'abord d'une volonté de ramener le mouvement de Mai au dévouement symbolique de la génération du « baby boom ». On cherche, ce faisant, à prouver que le héros des années quatre-vingt n'est autre que Bernard Tapie, le symbole de cette France qui doit sa puissance aux centaines de milliers de licenciements dont elle est responsable. Pascal Bruckner, soixante-huitard repent, et auteur du *Sanglot de l'homme blanc* — ouvrage dans lequel il pourfend, à l'instar d'une certaine gauche, le tiersmondisme — se fait l'écho de cette opération. « *Ce ne sont pas les gens qui ont changé, mais le monde* », écrit-il. « *Le changement est partout, y compris dans le tiers monde. Il est*

heureux que les héritiers de 68 aient changé et qu'ils aient contribué au renouvellement des élites. »

Nos jeunes idéologues en vogue se livrent ainsi à une véritable entreprise de falsification. Résumant Mai 68 à une parenthèse culturelle, ils oublient qu'il marqua d'abord le resurgissement, sur la scène politique, d'une classe ouvrière dont il était cependant de bon ton, à l'époque, de nier les aspirations émancipatrices. Et qu'il fut l'occasion d'un renouveau spectaculaire de la théorie révolutionnaire, du marxisme. On comprend que cette expérience, trop récente, contrecarre les plans de ceux qui prêchent la résignation devant la loi de la jungle capitaliste. L'Histoire et l'utopie les dérangent. Alors, ils les nient. Tans pis si cela ne profite qu'à des démagogues qui exploitent cette extrême confusion idéologique pour légitimer une rhétorique populiste, chauvine et raciste. Ceux-là n'ont pas la mémoire courte. Ils savent que la vie a horreur du vide.

26 MAI

Crise sans fin



La crise du PCF ressemble chaque jour davantage à un feuilleton à rebondissements. Ne trouvant aucun cadre organisé à l'intérieur du parti, la discussion se mène désormais publiquement. Ce dont témoigne cette curieuse joute opposant dimanche soir, sur les ondes de deux postes périphériques, Charles Fiterman et Pierre Juquin. Ce simple fait agit comme un révélateur. Quoi qu'ils entreprennent, les hiérarques de la place du Colonel Fabien ne parviennent pas à faire taire une contestation qui émane des profondeurs du parti.

Se refusant à mener un débat sérieux — politique et stratégique — sur les raisons qui ont conduit sa formation sur la pente du déclin, la direction communiste ne sait que réaffirmer brutalement la justesse de son orientation, tout en opérant quelques concessions formelles. Ainsi, lors du dernier comité central, en annonçant qu'il ne serait pas candidat à la prochaine présidentielle, Marchais a dû lâcher du lest face au mécontentement de la base. Une décision fort importante puisque c'est la première fois, dans l'histoire du PCF, qu'un secrétaire général doit, à chaud, reconnaître implicitement sa faillite. Mais, dans le même temps, il affirmait contre l'évidence qu'« *il n'y a pas obligation, pour un secrétaire général, d'être candidat à l'élection présidentielle* ».

Cette tactique devient carrément suicidaire lorsque l'équipe dirigeante envoie ses séides museler tous les contestataires, quels qu'en soient les dégâts. Les fédérations de Meurthe-et-Moselle, du Puy-de-Dôme, du Doubs et du Finistère sont par exemple l'objet de reprises en main se traduisant fréquemment par des limogeages ou des mises en congé. A ce train, pour les militants critiques, il ne restera bientôt plus d'autre choix que le départ. Ce que constate, fort lucidement, l'adjoint au maire communiste d'Homécourt : « *Le stalinisme n'est pas mort, et je comprend mieux à la lumière de l'expérience actuelle, les procès, les exclusions d'hier, de Moscou et d'ailleurs, les hôpitaux psychiatriques ou le Goulag.* » Au bout du compte, la direction parviendra sans doute à ses fins. Mais le PCF sortira de ces méthodes plus affaibli que jamais. Tel est l'aboutissement d'une contradiction insurmontable.

Christian Picquet

L'ARBITRAIRE CONTRE LE DROIT

Les immigrés seront les premières victimes des projets liberticides du tandem Pasqua-Pandraud. Déjà sans droit politique, des millions d'hommes et de femmes vont maintenant se trouver confrontés au plus complet arbitraire.

En France, les immigrés ne jouissaient pas jusqu'alors de tous les droits. Il leur était notamment refusé le droit de vote. Avec Chirac, on franchit un nouveau pas : ils vont être de plus en plus souvent soumis à l'arbitraire de l'administration et considérés comme des suspects.

□ L'entrée en France était soumise à une réserve : « *Le fait de ne pas constituer un danger pour l'ordre public* » (ordonnance de 1945). Mais ce motif devait être justifié par écrit. Ce ne sera plus le cas. Cette notion (déjà sujette à toutes les interprétations) peut devenir générale en fonction du bon vouloir de l'administration qui n'aura plus à expliciter son choix.

De même, l'étranger devra fournir la preuve de l'authenticité des documents qu'il présente. Si l'administration a un doute, elle peut refuser son entrée sur le territoire. En principe, c'est à l'accusation de faire la

preuve de la culpabilité. Désormais, on inverse l'ordre des choses.

□ La carte unique pourra être supprimée si l'étranger s'absente de France plus d'un an. Et surtout, elle ne sera plus accordée de plein droit pour les immigrés présents en France depuis trois ans au moins. La même condition, « *ne pas présenter de menace pour l'ordre public* », sera imposée avec les mêmes résultats : nécessité de montrer patte blanche et arbitraire. Enfin, les titulaires de la carte unique ne seront plus à l'abri d'une expulsion.

□ Quant aux expulsions, elles se feront sur simple décision administrative. La justice n'aura plus son mot à dire, ce qui signifie que l'immigré n'aura plus droit à un avocat, ne pourra plus faire appel ni faire valoir le moindre droit.

□ La reconduite à la frontière pourra être prononcée contre tout étranger en situation irrégulière : délai d'expiration de la carte de

TOUS ET TOUTES AU CARNAVAL CONCERT

GRATUIT

BASTILLE-14JUIN

A L'APPEL DE SOS-RACISME

**Avec : UB 40. Communards.
Bronski Beat. Red Skin.
Gilberto Gil.
J.-J. Goldman. Ray Lema.
Gold.**

**N'oubliez pas,
la semaine
prochaine...**

Le spécial 36

**Les grèves
et les occupations
comme si
vous y étiez...**

trois ans dépassé (même si les lenteurs administratives sont en cause) ; délai des trois mois dépassé sans obtention d'un titre de séjour ; papiers falsifiés, altérés ou établis sous un autre nom (cette dernière cause s'accompagnant d'un bannissement pour une durée illimitée, même si l'immigré est victime d'un escroc).

□ L'expulsion pourra être prononcée soit pour « *menace à l'ordre public* » (encore), soit « *si l'intéressé se livre à partir du territoire à des agissements préjudiciables à la politique extérieure de la France* ». Il va sans dire qu'avec de telles précautions, tout étranger luttant contre le gouvernement et le patronat ou contre le gouvernement de son propre pays (fût-ce une dictature sanguinaire) est passible d'expulsion. Le droit d'association pour les étrangers aura également le même type de restriction au nom de la diplomatie. Quant à la catégorie des non-expulsables, elle s'est rétrécie. Ainsi, un mineur né en France pourra être expulsé avec ses parents si ceux-ci sont frappés d'interdiction.

Helène Viken

DIRE NON !

Il existe au moins un sujet à propos duquel le gouvernement de droite fait preuve d'une sinistre continuité : l'immigration. On peut résumer ses récents avant-projets de loi d'un mot : la répression. Ils confirment tous le choix politique fait par la nouvelle majorité de reprendre le discours véhiculé depuis plusieurs années par l'extrême droite : immigré = suspect = indésirable = terroriste en puissance. Cette déclaration de guerre contre les étrangers exige une riposte à la hauteur des enjeux. Une riposte qui dessine une autre voie : celle d'une société multicolore, de l'égalité des droits. Tous les travailleurs immigrés, les jeunes, doivent avoir toute leur place sur le plan social et politique. Il faut rompre définitivement avec des années

d'infériorité aggravées aujourd'hui par les projets gouvernementaux. Le rassemblement-carnaval du 14 juin, organisé par SOS-Racisme, sera la première échéance de mobilisation face à la menace de régression raciste. L'enjeu n'est rien moins que l'affirmation de la jeunesse, celle des travailleurs français et immigrés, pour l'égalité des droits. La mobilisation doit permettre la convergence de ceux et celles qui veulent opposer un barrage infranchissable à la légalisation, par le Parlement, du discours du Front national. C'est pourquoi, au-delà du 14 juin, toutes les organisations antiracistes et immigrées doivent, dans l'unité, lancer un appel pour empêcher le vote des lois racistes.

H. V.

LA VOIX DE SON MAITRE

Chirac va recevoir Botha le 13 juin à l'Hôtel de ville. Pour protester contre la venue du massacreur du peuple noir sud-africain, une manifestation a lieu le 12 juin à Paris, 18 h 30, place de la Bastille, à l'appel du MAA, du MRAP, de l'AFASPA et bien d'autres organisations dont la LCR et les JCR.

En juin 1984, Botha venait en Europe monnayer le bénéfice des accords signés le trimestre précédent avec l'Angola d'une part et le Mozambique de l'autre. Cette fois, en tirant parti du changement de majorité, Botha entend accréditer les « changements » qu'il introduit en Afrique du Sud. En fait, tout en supprimant des dispositions légales comme le « pass », obligatoire pour les Noirs, Botha laisse en place des pans entiers de l'édifice de l'apartheid. Pire, il renforce les pouvoirs répressifs de son régime. S'il s'attire les foudres de l'ultra-droite c'est parce que celle-ci recrute avant tout chez les petits Blancs et parmi le patronat qui a compris, comme l'a dit Botha, qu'il fallait « s'adapter ou mourir ».

Quand le mouvement de retrait de compagnies no-

ternational de solidarités politiques et de groupes de pression grassement entretenus. La France ne fait pas exception et le lobby sud-africain s'y porte bien. Il comprend des personnalités de différents domaines professionnels qui par leurs déclarations ou leurs activités mettent tout en œuvre pour s'opposer à l'isolement et chanter les louanges du régime sud-africain : cela s'appelle la reconnaissance du ventre.

Le sport par exemple compte un certain nombre de ces personnes. Le coureur automobile Alain Prost a jugé bon de participer au dernier Grand Prix d'Afrique du Sud le jour même où était pendu Benjamin Moloïse, militant de l'ANC. La palme dans le domaine sportif revient tout de même à Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, partisan forcené des contacts avec les fédérations sportives raciales sud-africaines : quand la tournée des Springboks a été annulée en 1979, il n'a rien trouvé de mieux que d'emmener le XV de France en Afrique du Sud. Le brave Albert a bien l'intention d'y emmener à nouveau ses petits gars jouer cette année.

Mais ça n'est qu'un exemple. Le lobby sud-africain procède parfois plus finement. L'Afrique du Sud a une mauvaise image de marque ? Quelques articles répartis dans la presse tenteront de faire oublier les assassinats, les écoliers fouettés, les emprisonnements et autres menus incidents de parcours. Quels journaux ? Il n'y a que l'embaras du choix : *Paris Match*, *le Figaro*, *Minute*, *Valeurs actuelles*, *la Vie française*, *les Echos*, *Géo*, *le Spectacle du monde*, *Présent*, *Rivarol*, *National hebdo* ou *Jacinthe* se feront un plaisir d'ouvrir leurs colonnes pour des articles que signeront Robert Lacontre, Michel Droit ou Michel de Saint-Pierre. Un éditeur complaisant publiera bien un livre qu'écrira Christian Barnard, à la réputation si nette qu'on en oublierait ses missions pour le compte du gouvernement de Pretoria et son appartenance à une organisation d'extrême droite sud-africaine. Si Bar-

nard est occupé, Michel Droit, Jacques Leguèbe ou Paul Giniewski, si ce n'est Marc Aicardi de Saint-Paul, se dévoueront de bonne grâce. De moins grande diffusion mais constamment axé sur le soutien à Pretoria et la dénonciation de la « pénétration communiste en Afrique australe », nous trouvons le *Courrier austral parlementaire*, qu'édite l'ADERI à Paris.

Vous désirez projeter gratuitement des films de propagande sud-africains ? Rien de plus simple, le Centre d'études et de diffusion de films d'information peut vous prêter les films que l'ambassade d'Afrique du Sud met à sa disposition. Vous pourrez voir ainsi défendues les thèses du régime sur l'importance de l'Afrique du Sud pour l'Occident, les inégalités raciales imposant la politique de développement séparé.

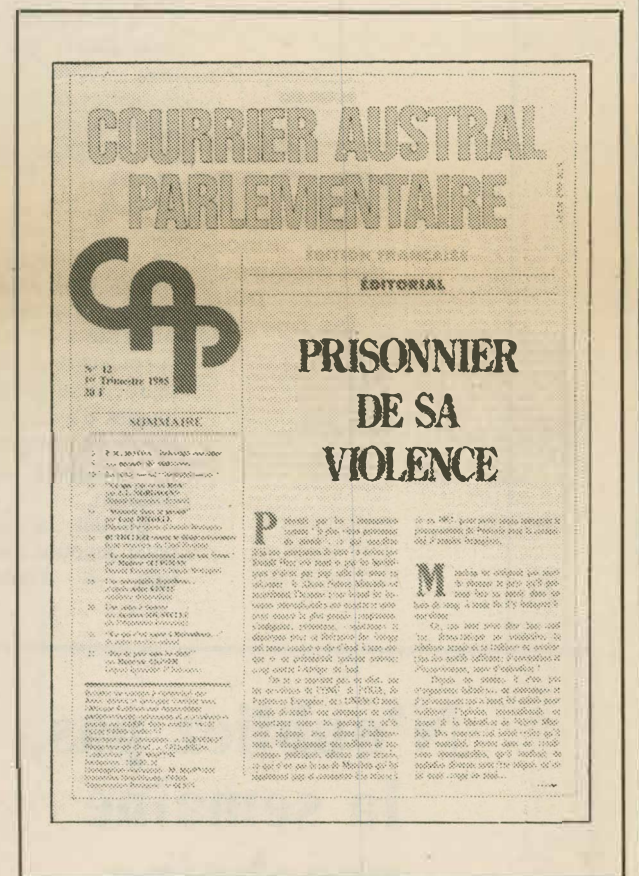
L'ambassade abreuve généralement de brochures, journaux et affiches les établissements scolaires : *Panorama* et un *Digest* de la presse sud-africaine (soigneusement triée) sont ainsi disponibles en français. Mais le saint des saints du lobby sud-africain en France s'appelle l'ACFA (Amis français des communautés sud-africaines). Cette officine, logée au 98, avenue de Suffren à Paris a des fonds sud-africains¹. Le président de cette association, F. O. Albrecht, directeur de recherches au CNRS, a eu récemment accès à la télévision pour répandre sa propagande pro-apartheid. L'ancien député gaulliste Léon Delbecque, vice-président, assistait aux cérémonies d'« indépendance » du Ciskai, le 3 décembre 1981, alors qu'aucun pays n'osait reconnaître ce bantoustan. Le même Delbecque préside d'ailleurs aux destinées de PICA internationale (Promotion industrielle commerciale agricole internationale, 284, b^e Saint-Germain et 9, rue de Surcouf à Paris, tél : 47 05 19 62) qui « remplit à la fois les fonctions de représentant du Ciskai en France et de négociateur de capitaux entre le patronat français et l'Afrique du Sud² ». Le banquet de lancement de l'ACFA a

l'hôtel Continental reçut la visite d'un des parrains sud-africains, Connie Mulder, ministre sud-africain de l'information, et de l'inné-narrable Antoine Pinay. En 1979, le conseil d'administration comprenait entre autres Maurice Arrekkx, député UDF du Var, Gilbert Gantier, député UDF de Paris, au total dix parlementaires ou ex-parlementaires sur les vingt et un membres.

Les liens entre le patro-

dent en 1979 du groupe d'amitié parlementaire France-Afrique du Sud, et enfin les deux compères Jacques Soustelle qui ne manque pas une occasion d'écrire le bien qu'il pense de Botha et Jacques Médécine qui a jumelé Nice avec Le Cap.

Les collaborateurs de l'apartheid se portent bien. En 1982 était créée l'Association France-Bophutatswana, présidée par André



nat français et son homologue sud-africain sont vivement encouragés par l'Association pour le développement industriel de l'Afrique australe (AIDAA, 15, quai de Conti à Paris, tél : 43 25 48 25), cache-sexe de la Corporation for Economic Development, qui est un organisme d'Etat sud-africain.

Enfin, citons pour finir quelques-unes des personnalités sans lesquelles ce voyage au sein du lobby sud-africain ne serait pas complet : Raymond Bourguine, directeur de *Valeurs actuelles*, qui vient de quitter le conseil national du CNIP ; Claude Roux, ancien député gaulliste, prési-

Bettencourt. Le chef de ce bantoutstan pseudo-indépendant, Lucas Mangope, a été reçu par Pierre Bas à la mairie du VI^e arrondissement de Paris en mai 1984. Jacques Chirac, quant à lui, avait déjà reçu à la mairie de Paris M. Thebahali en 1982. Après avoir reçu ce maire fantôme de Soweto, Chirac doit trouver naturel de recevoir son maître P. W. Botha.

Jean-Jacques Laredo

1. La plupart des informations que nous publions figurent dans la *Propagande de l'apartheid*, par Jacques Marchand aux éditions Khartala. C'est la meilleure source disponible en français.

2. J. Marchand, *op. cit.*



tamment américaines s'accélère — quarante-huit d'entre elles et non des moindres se seront retirées de 1985 à la fin de l'année 1986 —, il devient crucial pour le capitalisme sud-africain de contrer toute politique d'isolement de l'Afrique du Sud, fut-elle partielle.

Pour cela, Botha peut s'appuyer sur un réseau in-

DU RIFIFI AU PARTI SOCIALISTE

Il n'y a pas qu'à Marseille que le PS est en proie aux querelles de notables. Depuis le 16 mars et l'engagement de contacts avec le Front national, la fédération de Haute-Garonne traverse une période agitée.

□ De notre correspondant

Le 18 mars, coup de tonnerre dans le ciel socialiste de Haute-Garonne, le premier secrétaire de la fédération, Tony Briançon, prend contact avec le président du Front national. On est à la veille de l'élection du président du conseil régional.

Briançon a beau depuis expliquer qu'il s'agissait d'une démarche strictement individuelle, que ni le bureau exécutif ni les parlementaires ne s'y sont associés et qu'enfin le but n'était pas d'engager des discussions avec le FN à la veille de l'élection du président mais uniquement de connaître sa position, « l'affaire », comme on le dit ici, fait des remous. La base militante socialiste a du mal à avaler la couleuvre et, surtout, elle reproche au groupe des politiques d'avoir pris l'initiative de ce contact en dehors des structures normales de décision.

En fait, la crise qui se noue aujourd'hui vient de loin, et l'épisode des

contacts avec le FN n'est que la partie visible d'un iceberg très profond.

Le premier accrochage sérieux et public remonte au congrès de Luchon ; la presse locale avait alors titré le congrès de la remise en cause parce qu'en atteignant 28 % des mandats le courant Rocard avait drainé derrière lui des militants des courants Mitterrand et Mauroy, fondus dans le courant A. Mais cette évolution des rapports de forces traduisait moins la remise en question de la ligne politique du PS que la volonté de la base de bousculer une équipe dirigeante faite de notables et dont l'âge moyen vaut bien celui de la direction soviétique.

La tension est encore montée d'un cran lors de la désignation des candidats aux législatives et région-

ales. Après l'exclusion de Gérard Houter, rocardien qui après le congrès de Luchon croyait avoir le vent en poupe, c'est finalement la vieille garde (Raymond Lareng) qui a conduit la fédération à la bataille.

Enfin, la crise a débouché au vu des résultats du 16 mars ; le score du PS aux régionales a été inférieur de quatre mille voix à celui réalisé aux législatives ; un résultat qui confirme l'usure de la direction socialiste locale. Bilan des courses : Baudis réussit à faire tomber le PS dans une région où l'ancrage socialiste est historique.

C'est bien sûr ce bilan-là, plus que celui des magouilles avec le FN, qui alimente les rumeurs internes à la fédération. Un récent bulletin diffusé auprès des militants caractérise la campa-

gne électorale comme un échec, dénonce l'absence de démocratie interne et appelle à la modernisation du Parti socialiste.

L'objectif des auteurs du bulletin interne est clair : il s'agit de provoquer le limogeage rapide des notables. La bataille démocratique pour assurer la relève de cadres qui ont fait leur temps est en effet perdue depuis longtemps. Si cette situation s'éternise, elle risque de pousser hors du parti toute une frange de militants et refroidir les sympathisants qui seraient tentés d'adhérer. Mais à liquider trop vite les notables actuels, la fédération risque aussi de se retrouver avec de nouveaux notables tel le député Gérard Bapt, tout prêts à utiliser à leur compte le système mis en place par leurs prédécesseurs.

Par ailleurs, les rocardiens montent à l'assaut et tentent de transformer en critique droitière la fronde actuelle. En fait, ces règlements de comptes permettent d'esquiver les vrais débats et les militants obligés de se situer dans la logique de soutien aux différents aspirants à la direction vont se retrouver le bec dans l'eau.

Pour l'heure, le responsable choisi pour diriger la fédération jusqu'au prochain congrès est loin de faire l'unanimité, et c'est au sein du courant Mitterrand que les débats ont été les plus vifs. Jean Carassou a été « élu » avec l'accord de la direction nationale. Le choix de ce cadre assez proche de ceux qui figurent au banc des accusés montre que Paris n'a pas voulu une crise ouverte. On peut même s'attendre, dans les mois qui viennent, à une chasse aux sorcières contre ceux qui ont voulu faire place nette. Le nouveau secrétaire va cependant avoir fort à faire. De vieilles affaires, des contacts avec le FN, bien antérieurs à ceux de mars 1986, peuvent aussi ressurgir. C'est probablement en prévision de moments difficiles que le comité directeur a décidé d'envoyer l'un des siens s'installer à Toulouse.

Dominique Bachet

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Non à la télé Hersant !

Le symbole du nouveau gouvernement, c'est le duo Pandraud-Pasqua, les frères horribles qui manient les CRS comme les CRS manient leurs matraques.

Il y a pourtant mieux aujourd'hui, c'est Chirac soi-même ! Jamais avec autant de brutalité et de cynisme, un chef de gouvernement n'avait exigé une télé et une radio asservies à ses ordres comme Chirac l'a fait samedi 24 mai à Autun.

Pour lui, les commentaires « trop systématiquement excessifs » des journalistes à l'égard de son gouvernement mériteraient que le gouvernement rectifie par communiqués leurs propos.

Et s'il taillait un uniforme RPR aux journalistes, Chirac aurait la paix...

Bref, la chasse aux sorcières se prépare...

Vers une télé Hersant ?

On le sait, Robert Hersant, condamné à la Libération pour avoir collaboré avec les nazis, possède un empire de presse. Il postule au rachat de TF 1 ; et messieurs les libéraux, si prompts à hurler qu'il faut moins d'Etat, sont prêts à revendre la chaîne historique de la télévision. Car Hersant, voyez-vous, possède, outre des dizaines de journaux, une bonne douzaine de députés. Un homme de poids...

Et si TF 1 ne va pas à Hersant, Matra-Hachette-Lagardère veillent. Et si ce n'est pas Matra, ce pourrait être Radio-Télé Luxembourg. Les Berlusconi français ne

manquent pas pour transformer TF 1 en poubelle à images, à l'instar de la 5.

Privatisation, cela veut dire refiler au privé des sociétés bâties sur les deniers publics qui s'avèrent de bonnes affaires, TF 1 nous donne une première leçon de libéralisme. Si le coup de Chirac marche, ce sera le tour du département télécommunications des PTT, puis des banques et des assurances, puis d'EDF, etc.

Privatiser, cela signifie liquider les acquis du personnel, le livrer à un patronat qui profitera de l'aubaine pour faire le ménage. TF 1 n'est donc qu'un coup d'essai, une première attaque contre le domaine public.

Non à la privatisation de TF 1 !

Parmi la foule de raisons de lutter contre la privatisation de TF 1, il en est d'essentielles.

Donner à l'un des quelconques magnats de la presse écrite une chaîne de télé, c'est le placer en situation de quasi-monopole de l'information. Hersant, führer de la presse écrite, Kaiser de la télé, brr...

Laisser au gouvernement Antenne 2, c'est officialiser une chaîne RPR, une chaîne UDF, et derrière, une chaîne pour les nazillons reconvertis en costume trois pièces dans les cabinets ministériels.

Laisser privatiser TF 1 sans rien faire, c'est encourager Chirac à appliquer son vaste programme, la braderie des entreprises nationalisées au patronat.

La guerre aux journalistes déclenchée par Chirac est en fait tout à fait représentative de sa manière de gouverner : à la trique. Eh bien, refusons de marcher...

**N'oubliez pas,
la semaine
prochaine,
le spécial 36.**

**Que peuvent bien se dire,
cinquante ans après,
Didier Motchane
(secrétaire national du PS),
Michel Delebarre
(ancien ministre),
Maurice Kriegel-Valrimont
(ancien dirigeant du PCF),
Charles Michaloux
(LCR)**

MISERE AU QUOTIDIEN

Bordeaux vient de connaître courant avril une lutte exemplaire contre la pauvreté et la marginalisation. Alain, Jean-Louis, Patrick ont accepté d'en parler avec Rouge. Voyage au bout d'un enfer...

□ De notre correspondant

Alain est prof de gym auxiliaire, Jean-Louis, chef de dépôt et Patrick, ouvrier peintre qualifié. De fin de contrat en fin de contrat, de chômage en chômage, ils atterrissent à l'asile de nuit de Bordeaux, le foyer Leydet. Celui-ci héberge des personnes qui ne savent pas où dormir ou plutôt qui ne peuvent pas dormir ailleurs que là. On y trouve toute sorte de gens. Des clochards, des chômeurs, des handicapés. Pendant l'hiver dernier, la capacité de ce foyer a été portée de quatre-vingt-dix-huit lits à deux cents. Plus même, puisque les femmes ont été déménagées en catastrophe dans un autre foyer, vu l'ampleur de la demande. C'est à ce moment, début février, qu'Alain, Jean-Louis et Patrick « débarquent ». Ils découvrent un monde asilaire qui n'a rien à voir avec un accueil, mais tout à voir avec un ghetto pour parias ou supposés tels.

Situé dans une impasse, le foyer est une grande bâtisse de pierre noire dont toutes les fenêtres ont des barreaux. Passé le porche, on tombe sur un guichet pour les formalités d'inscription. Les dix premiers jours sont gratuits. Puis suit une augmentation de trois francs par dizaine de jours passés dans le foyer. Certaines personnes sont là depuis quinze ans... alors que la prise en charge maximale devrait être de trois mois.

L'asile de nuit

Comme tous les nouveaux, Alain, Patrick et Jean-Louis se retrouvent dans un dortoir de cinquante lits qui accueille cent soixante-dix personnes. Passage obligé. En face, c'est le paradis : un dortoir de cinquante, où vivent trente privilégiés avec un coin repas, la possibilité de s'isoler. Très rapidement pour les pensionnaires les plus accrocheurs, les plus

décidés, c'est le but à atteindre. Pour les autres, c'est l'alcool, la déprime, la galère.

Très vite étiquetés comme des « emmerdeurs », nos trois amis accèdent au dortoir des trente. Ils s'aperçoivent vite que c'est l'enfer aménagé. L'asile reste l'asile. Ouverture légale 18 h, fermeture 19 h 30. Les portes sont condamnées. Réveil à six heures du matin. A huit heures, tout le monde est mis dehors, avec un jus noir dans le ventre en guise de café. De 8 h 00 à 18 h 00, c'est la zone pour la plupart dans tous les quartiers chauds que compte la ville. Recherche de la chaleur, de la vie, des gens. Pour les plus courageux, c'est la course aux ANPE, aux boîtes d'intérim avec les résultats que l'on imagine. Puis vers 18 h 00, c'est le retour au foyer. Avec le sempiternel pain et féculents de 19 h 00. Il est interdit — c'est inscrit dans le règlement intérieur — de regarder les informations. Des

surveillants de nuit sont censés être là pour l'accueil. Mais ils se transforment vite en matons, chargés de la sécurité avec des bombes lacrymogènes. Un pensionnaire a eu les lèvres brûlées suite à une agression. Ces agissements sont bien sûr couverts par la direction du foyer.

Vingt-deux heures, c'est l'extinction des feux. Films ou pas, soirée ou pas. Puis la nuit. Le voisinage, le bon, le mauvais. Les gens qui délirent, qui crient, qui vomissent. Le matin, après la sortie des pensionnaires à huit heures, on désinfecte les lieux au grésil. Pour certains, il y a des années que ça dure...

Un jour : la lutte

Le 31 mars, pour la mairie, le bureau d'aide sociale, la préfecture et l'Etat, c'est la fin de l'hiver. La capacité du foyer doit être ramenée à quatre-vingt-dix personnes pour aller vers une ouverture minimale. Le premier avril « un premier wagon de pensionnaires » doit partir, *dixit* les responsables. Alain, Jean-Louis, Patrick disent non. Non par dignité humaine, non parce que dehors ce n'est pas la fin de l'hiver comme le prévoient les organismes de tutelles. Non par ras-le-bol. Ils proposent d'occuper le foyer. La décision crée un véritable poisson d'avril. Puis tout va très vite. Une pétition est signée dans une rue commerçante : plus de trois mille signatures. L'accueil est bon, intéressé, chaleureux.

Prévenues, toutes les radios rappellent et titrent sur le scoop « *Les clodos se révoltent* ». Les révoltés apprennent très vite. Les portes qui se ferment, les interlocuteurs qui se dérobent. Mais le mouvement est massif, il se structure en comité de grève. La CGT soutient et crée un Comité de soutien aux chômeurs et sans-abri CGT. Tout en soutenant, elle chapeaute et exclut de fait tout autre soutien extérieur. Hormis celui du PCF, par l'intermédiaire du député Charles Perret. Mais les pensionnaires n'en sont pas là... Ils constatent aussi le silence du PS, de la CFDT, la déclaration de la section employés FO du foyer Leydet comme quoi « *si la CGT venait, ça allait se terminer à coups de bâtons* ». Ils tiennent des assemblées générales qui décident de la continuité de la lutte, de la forme des actions. Le maintien de l'occupation illégale permet de maintenir la pression. De rallonger en rallonge les semaines passent, mais les grévistes posent la question d'un relogement durable.

La mairie de Bordeaux propose alors un hangar désaffecté dans le quartier de la Bastide. Il n'y a pas d'eau, pas d'électricité, pas de gaz, des barbelés partout sur les murs, pas de sanitaires, sauf une unique douche. Un enfant vient de mourir de malnutrition dans ce local déjà habité, où la mairie veut installer cinquante lits supplémentaires.

Le vent tourne

Le comité refuse. Des individus critiquent l'extrémisme de la CGT. La division s'instaure. Le foyer Leydet est réoccupé, mais la lutte perd de son punch. Les radios, la télé accourent, mais se voient interdire d'entrer et de filmer. La réoccupation permet de ressouder les rangs. Le soutien, syndical en particulier, s'organise : invitation des sections CGT EDF, PTT, BNP... Les motions et collectes arrivent aussi. Les grévistes sont invités par des syndicalistes et des syndicalistes sont invités par les grévistes. La mairie sent le vent tourner. La situation risque de s'éterniser.

C'est pas bon pour le chantre de la nouvelle société, président de l'Assemblée nationale, Chaban-Delmas. D'autant plus que le député PCF dépose des questions à l'Assemblée et donne donc une audience nationale à un problème local.

Sentant le vent du boulet passer, Chaban prend une de ces décisions qui donne la mesure du politicien. Il casse le mouvement en éparpillant les grévistes et les sans-abri dans toutes les associations humanitaires de la ville. Il divise le problème et le mouvement. Il comprend que ce qui pose problème massivement, c'est la question du relogement et qu'une partie seulement des grévistes pose le problème plus avant en terme de droit de vivre, de décider, de travailler.

Aujourd'hui, c'est le creux de la vague pour le mouvement. Chaban a déplacé le problème sans le régler. Les finances municipales continuent à alimenter les caisses des œuvres de charité. Mais jusqu'à quand ? Pour Alain, Jean-Louis et Patrick qui depuis ont quitté le foyer le problème reste entier. Ça peut « *repéter* » d'un moment à l'autre. Ils seront là même si, entre-temps, ils retrouvent du travail. Car ils n'auraient jamais imaginé cela et ne veulent pas l'oublier. Aidons-les, en faisant connaître cette « *lutte du cœur* », qui n'a rien à voir avec l'assistanat des « *restaurants du cœur* ».

Denis Ressori

Pour tout soutien : motions, lettres, fric. « Comité de soutien aux chômeurs et sans-abri CGT », UD-CGT bureau 34, 44, cours Aristide Briand. 33000 Bordeaux.

La joie d'un réveillon dans un asile de nuit.



MENACES SUR LES PTT

Brutale et rapide, l'annonce de la privatisation de TF 1 occupe en ce moment le devant de la scène. Un bouleversement tout aussi important est en cours aux PTT.

Brutale et rapide, l'annonce de la privatisation de TF 1 occupe en ce moment le devant de la scène. Un bouleversement tout aussi important est en cours aux PTT. La plate-forme UDF-RPR

L'ensemble du patronat réclame la baisse des charges représentées par les factures téléphoniques. Certaines entreprises dépensent plus d'une centaine de milliers de francs, tandis que plus d'un quart des « particuliers » dépense moins de quatre-vingt-dix francs par trimestre ! Les patrons veulent obtenir des « prix de gros ». Ils souhaitent également une facturation incluant la TVA ce qui équivaldrait pour eux à une baisse d'environ 20 %. La « vérité de prix » leur permettrait enfin de payer deux fois moins cher les communications longue distance, dont ils sont gros consommateurs. Ah si seulement les télécoms n'étaient plus une administration, soupirent-ils depuis des années.

D'autant que certains cherchent à investir dans le secteur de la communication ou les taux de profit sont élevés. Ils poussent donc à l'ouverture de la concurrence dans les domaines qui relèvent actuellement du monopole. Mais pour satisfaire ces revendications-là, le gouvernement se heurte à deux difficultés. L'Etat, garant des intérêts collectifs de la bourgeoisie ne veut pas prendre le risque de saborder des pans entiers de l'industrie électronique, téléphonique, informatique, à l'heure où les géants américains IBM et ATT sont sur les rangs, Chirac se souvient de 1974 — il était Premier ministre —, le personnel des PTT avait fait plus d'un mois de grève : alors prudence...

Privatisation progressive

Pour l'instant, le gouvernement ne parle plus officiellement de séparer la poste des télécoms et de transformer la DGT en société nationale. « Je ne veux pas ouvrir une guerre de religions », explique Longuet. Une loi précisera avant fin 1987 comment sera organisée la concurrence et quelles missions de service public la DGT devra continuer à exercer. En attendant une série de dispositions vont être prises dès cet été avec l'adoption à la mi-juillet de la « loi sur la communication » dont le projet devrait être examiné au conseil des ministres du 4 juin.

seaux internes aux entreprises, des liaisons téléphoniques comprenant des mobiles (voitures, train), des services de téléphone dans les lieux publics, des réseaux permettant le dialogue entre ordinateurs. On risque d'assister dès cet été à la privatisation partielle des secteurs les plus rentables (certaines filiales en premier lieu). Investisseurs et décideurs, profitez-en ! IBM-Paribas, Olivetti (ATT), Suez, Bull sont déjà sur les rangs. A la poste, des associations avec des capitaux privés sont possibles pour certaines services.

● Pour le patronat, cela risque d'aller beaucoup mieux avec la généralisation des prix de gros et l'introduction éventuelle de la TVA.

● Pour les petits usagers que sont les travailleurs, la contrepartie de tant de lar-

gesse est facile à prévoir. C'est la hausse importante des communications locales, le passage de la taxation de vingt à dix minutes et plus tard peut-être à trois minutes va dans ce sens, comme la hausse brutale des tarifs dans les cabines publiques ou l'abandon des moins rentables... Ah le libéralisme !

● Pour le personnel des PTT, les menaces restent entières, même si la série de petites mesures actuelles rendent difficiles une riposte immédiate. des mobilisations sont à prévoir lorsque tel ou tel secteur sera directement touché. La mise en concurrence et la suppression prévue de sept mille emplois en 1987 va entraîner une course effrénée à la « productivité ».

La mobilisation contre la privatisation de TF 1 prend dans ce contexte une importance particulière. Le personnel des PTT est directement concerné par un projet de loi incluant une remise en cause du monopole des communications. C'est l'occasion de participer à la mobilisation unitaire du personnel de la télé et d'un courant massif d'usagers qui refusent le démantèlement des services publics.

Alain Lerichard

SIO QUESACO ?

Un nouveau pas vient d'être franchi dans la déréglementation des télécommunications. Ça n'a pas fait beaucoup de bruit et cela se cache sous trois lettres : SIO. Mise en place sous le gouvernement précédent, cette réforme s'applique maintenant. Le service interurbain optionnel (SIO) permet aux entreprises pour un abonnement de 4 000 francs de bénéficier de tarifs dégressifs : 20 % de réduction pour les 125 000 premières taxes, 50 % pour les suivantes.

La tarification « service public » reposait sur un double principe : taxe de base identique pour tous les abonnés (0,77 F), facturation au-dessous du coût de revient des communications locales principalement utilisées par les

particuliers, au-dessus du coût de revient des communications au-delà de cent kilomètres. Un tel système « pénalise surtout les grands consommateurs de communications interurbaines, c'est-à-dire les entreprises », se lamente la DGT.

Voilà, c'est fait, il y a désormais une tarification à deux vitesses. Pour les entreprises qui dépensent plusieurs centaines de millions de francs par an en téléphone, le gain est considérable. Pour les particuliers que sont les travailleurs, par contre, pas question de rabais mais au contraire des augmentations prévisibles afin de combler le trou ainsi creusé. (Extrait de la Lettre rouge du secteur PTT n° 5. Abo annuel 30 F. 9, rue de Tunis. 75 011 Paris).

prévoyait en effet la scission de la poste et des télécommunications. La transformation de la DGT (télécoms) en société nationale ; l'abolition du monopole d'Etat sur les liaisons internationales et les « services à valeur ajoutée » (couple liaison téléphonique-ordinateur).

**N'oubliez pas,
la semaine prochaine,
le spécial 36**

**La guerre d'Espagne vue par des militants
des Brigades internationales...**

FOYERS SONACOTRA DE MASSY

DES PROCES CONTRE LES RESIDENTS

A Massy, un conflit oppose la Sonacotra, marchand officiel de sommeil, et les résidents du foyer. Les armes de la Sonacotra ? Expulsions, procès devant les tribunaux en cascade...

La Sonacotra aime la force, sa force. Plutôt que la négociation pour régler les conflits, elle préfère les tribunaux. Vingt-deux résidents du foyer de Massy sont ainsi assignés en référé le 30 mai 1986 et le 9 juin suivant, un délégué des résidents et une élue municipale doivent subir une citation directe devant le tribunal correctionnel d'Evry. Cette procédure est expéditive, puisque sans aucune instruction et 10 000 francs de dommages et intérêts sont demandés.

A l'origine du conflit entre les résidents et la Sonacotra, une augmentation des loyers de 17 %, le 1^{er} juillet 1985. Cette hausse suit celles de 1984 de 17 % et de 1983 de 25 %. L'inflation est largement battue... Au foyer Ampère, à Massy, dans un bâtiment rénové, la chambre de sept mètres

carré est louée 1 190 francs par mois. Des tarifs trois à quatre fois plus élevés que ceux qui se pratiquent dans les HLM. Sans compter que la plupart des foyers sont sales, pas entretenus, infestés de rats et de cafards.

La situation est la même dans tous les foyers de travailleurs immigrés (AFRP, ADEF, etc.) Par exemple, le bureau d'aide sociale de la ville de Paris demande 1 003 francs par mois et par lit à des résidents logés à trois dans des chambres de seize mètres carré.

A Massy, depuis le 1^{er} juillet 1985, les résidents refusent de payer la hausse. De semblables mouvements de grève commencent à se développer un peu partout. Le 1^{er} février 1986, de nombreux foyers AFRP (49 % d'augmentation dans certains cas) se sont mis en grève.

La Sonacotra ne respecte aucune loi (la situation juridique d'un résident est suffisamment floue pour cela), pratique l'arbitraire, traite les résidents avec mépris, cela, avec la complicité de l'administration et des gouvernements qui ont le droit de contrôle sur la Sonacotra.

La Sonacotra, marchand officiel de sommeil, cherche des boucs émissaires afin de casser le soutien à la lutte des résidents. Les personnes inculpées, dont le procès se tient le 9 juin, ont participé à des actions collectives avec l'ensemble des résidents et les membres des collectifs de soutien. Les revendications, la Sonacotra ne les connaît pas. Mais les résidents veulent que l'on cesse de les prendre pour des animaux qui peuvent côtoyer les rats qui infestent les foyers.

Marcel Sicq

UN MARXISME TONIQUE

EN TÊTE

Un quart de siècle après sa publication, le « Traité d'économie marxiste » d'Ernest Mandel vient d'être réédité. Considéré désormais comme un classique, il n'a pratiquement pas pris une ride. Vivifiant quand s'orchestre quotidiennement une offensive contre le marxisme.

A un moment où l'ouvrage économique marxiste de référence était le *Manuel de l'Académie des sciences d'URSS*, le *Traité d'économie marxiste* d'Ernest Mandel renoue avec la méthode marxiste vivante. Ce qui frappe d'entrée le lecteur, c'est le foisonnement de références, d'analyses empruntées à toutes les disciplines des sciences sociales. Ainsi, dans le chapitre 8 sur la monnaie — qui synthétise en quelques pages l'histoire des différents signes monétaires utilisés dans les échanges —, les

tionne « au dogme » et qui, malheureusement, perdue et contribue à donner du marxisme une image défigurée.

A la fin des années cinquante, l'une des pièces-maîtresses du dogmatisme stalinien était la « loi de la paupérisation absolue » à laquelle Mandel consacre, pour la réfuter, une section du chapitre 5. Que l'on se souvienne de la succession des théories à géométrie variable produites par les économistes du PCF, depuis le « capital monopoliste d'Etat » jusqu'aux « nouveaux critères de gestion ».

clusion des erreurs et déviations, le *Traité* vise à stimuler la réflexion du lecteur et non à lui apprendre des formules toutes faites. Ainsi Mandel fait le choix de n'utiliser à peu près aucune

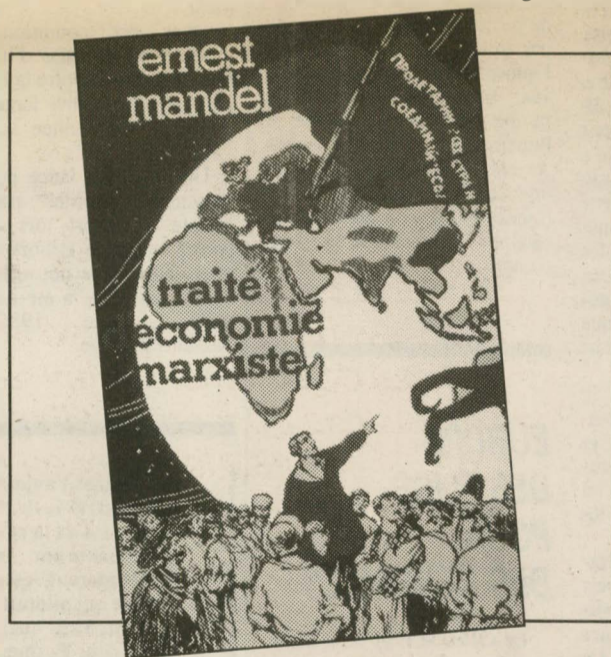
consacré à l'exposition actualisée des concepts fondamentaux de la théorie économique marxiste. On peut y ajouter le chapitre 18 qui confronte cette dernière avec les différents courants de l'économie bourgeoise. Les chapitres 12 et 14 sont consacrés à l'analyse du capitalisme contemporain. Enfin, les chapitres 15 et 17 portent sur les économies de transition et sur les perspectives de l'économie socialiste.

De la crise capitaliste à la transition

L'ensemble de ces chapitres constitue sans doute la meilleure présentation, la plus pédagogique et la plus globale, de l'histoire économique à travers son interprétation matérialiste dialectique. Et ce, même s'il manque une conceptualisa-

bue donc de manière importante à maintenir une attitude critique et lucide en même temps. Sur ce point, les développements ultérieurs du *Troisième Âge du capitalisme* constituent évidemment une contribution centrale.

Pour ce qui les concerne, les chapitres sur le socialisme n'ont rien perdu de leur actualité. Celui traitant de l'économie soviétique demeure une introduction fondamentale à l'étude de l'économie des pays de l'Est. Sa problématique générale n'a pas été remise en cause par des contributions aussi importantes que l'*Al-*



multiples exemples empruntés aux sociétés les plus diverses viennent garantir qu'il ne s'agit pas d'une généralisation hâtive, à partir de cas spécifiques.

Stimuler la réflexion

Deuxième caractéristique : toute donnée, ou toute thèse peut — au moins potentiellement — être intégrée à l'exposé pour corroborer un argument, réfuter une analyse erronée, ou répondre par avance à un éventuel contre-argument. Il va de soi que cette méthode tranche point par point avec celle du marxisme stalinien qui fonc-

A chaque fois, il s'agit de justifier une ligne politique élaborée en fonction des intérêts conjoncturels de la direction. Dans cette aliénation de l'analyse théorique réside sans doute l'une des racines profondes de la dépréciation du marxisme.

Pour Mandel, et de manière générale pour le marxisme authentique, « seule la vérité est révolutionnaire » et ce précepte renvoie à une exigence logique : qui veut réellement transformer le monde n'a aucun intérêt à fonder son action sur une image faussée et complaisante de ce monde. Contrairement à une approche dogmatique, visant à l'ex-



Le marxisme, un guide pour l'action. Ernest Mandel, lors d'une manifestation en 1968.

citation des « classiques ». L'argument d'autorité est étranger à sa méthode. Et c'est pourquoi la lecture de son ouvrage est à la fois plus exigeante et plus agréable que celle de n'importe quel manuel dogmatique. Plus exigeante parce qu'elle nécessite un effort autonome du lecteur pour se réapproprier la démarche ; et plus agréable parce qu'enfin on échappe à la langue de bois, traitant des « contradictions du mode de production capitaliste qui vont en s'aiguissant un peu plus chaque jour ».

Quatre grands moments

On peut distinguer quatre grands moments dans le *Traité*. D'abord les chapitres 1 à 4 et 6 à 9 sont plus spécialement centrés sur la genèse historique des catégories du capitalisme. Un second ensemble de chapitres (5, 10 et 11) est surtout

tion plus poussée quant à l'histoire de pays aussi différents que, par exemple, le Mexique, le Sénégal, la Corée ou l'Iran.

C'est sans doute sur les concepts économiques que Mandel reste le plus près de la présentation classique, par exemple en ce qui concerne la baisse tendancielle du taux de profit. Une actualisation est donc ici nécessaire afin d'intégrer les débats portant notamment sur la théorie de la valeur, la transformation des valeurs en prix de production, et l'utilisation des schémas de la reproduction.

L'analyse du capitalisme contemporain offerte par le *Traité* avait l'immense avantage d'éviter deux refuges symétriques : d'un côté un catastrophisme niant contre toute évidence le bon fonctionnement relatif du capitalisme ; de l'autre, un « idylisme » concluant à la disparition définitive de ses contradictions. Mandel contri-

ternative de Rudolf Bahro. Cependant, c'est un domaine où il reste beaucoup à faire, pour avancer dans la compréhension de ces sociétés et de la manière dont elles réussissent à se perpétuer.

S'il y a, enfin, un chapitre à méditer aujourd'hui, c'est bien celui qui est consacré à l'économie socialiste. Après la phase d'expansion du capitalisme, puis sa crise, la possibilité matérielle et la nécessité objective du socialisme n'ont pu que s'affirmer. Cependant la distance subjective qui nous en sépare ne s'est pas réduite. Et c'est ce qui confère aux pages de Mandel une totalité utopique. De cette utopie nous avons le plus grand besoin, parce qu'en fin de compte, elle constitue l'horizon de tout révolutionnaire. Pour cette raison aussi, il faut lire ou relire le *Traité*. Comme un instrument pour l'analyse et pour l'action.

Maxime Durand

UNE PIERRE DANS LE JARDIN DE REAGAN

Les dirigeants des cinq pays d'Amérique centrale, réunis à Esquipulas au Guatemala, ont signé dimanche 25 mai un document commun comportant plusieurs déclarations d'intention : signer l'acte de paix du groupe de Contadora, créer un Parlement centraméricain, et favoriser l'intégration économique régionale.

C'est évidemment sur la première de ces dispositions que se sont braqués les regards des gouvernements d'Amérique latine et de la Maison-Blanche. Sur ce point, la déclaration d'Esquipulas semble apporter peu de nouveauté. En effet, les signataires ont précisé qu'« il reste des questions à résoudre, telles que les manœuvres militaires ; le contrôle des armements et la vérification de l'application des accords. » Autrement dit, les principaux points en litige.

Reagan a tout fait, au cours des derniers mois, pour mettre des bâtons

dans les roues au groupe de Contadora (formé des gouvernements du Mexique, de Colombie, de Panama et du Venezuela). Après avoir refusé un premier document signé par le Nicaragua, ils en ont sorti un autre, prévoyant la réduction des armements, sans aucune garantie d'arrêt de l'inter-vention militaire contre le Nicaragua. C'est sur ce point qu'a échoué la récente réunion élargie du groupe à Panama.

L'intention de Reagan est claire : faire croire, en multipliant les exigences, que c'est le Nicaragua qui est responsable de la poursuite de la guerre, et du même coup, l'isoler.

Dans ces conditions, la signature même du document constitue une pierre dans le jardin de Reagan. Si cet accord concluait la réunion de Contadora le 6 juin, tous leurs prétextes pour continuer l'aide à la centra antisandiniste seraient à l'eau.

AIDE AINSI COURT L'OCCIDENT

Dimanche 25 mai. Dans 277 villes de 76 pays, plusieurs millions de personnes courent simultanément des marathons. L'opération « Sport Aid », lancée par le coureur soudanais Omar Khalifa, se donne le même objectif que l'opération « Band Aid », l'an passé, du chanteur de rock, Bob Geldorf : collecter des fonds contre la famine en Afrique.

Le même jour, aux États-Unis, une immense chaîne humaine traversant seize États, relie New York à Los Angeles. « Hand across America » compte également sur les participations financières des donateurs (au moins 10 dollars par personne), mais aussi sur les fonds de nombreuses firmes sponsor, dont Coca-Cola. C'est aux pauvres des États-Unis qu'est destiné le produit de l'opération. Dans le pays le plus riche du monde, plus de vingt millions de personnes ne mangent pas tous les jours à leur faim. Beaucoup ont été radiées des programmes d'assistance... ou du moins, de ce qu'il en reste après les coupes budgétaires reaganiennes.

Dans les deux cas, un gigantesque show publicitaire : des dizaines d'artistes et de personnalités politiques en ont profité pour se montrer. Reagan, que le sens du ridicule n'étouffe pas, a même fait une apparition dans la chaîne humaine ! A la grande indignation de beaucoup... Dans les deux cas aussi, un formidable potentiel de solidarité est utilisé dans des opérations éclairées de portée limitée... Il n'en reste pas moins que, pour une fois, l'information sur la pauvreté aux États-Unis a passé la rampe des médias. Même si l'opération « Hand across America » a été l'occasion pour une certaine Amérique de se donner bonne conscience et de célébrer ses vertus à bon compte.

ISRAËL DES SERVICES... DE SECURITE

La multiplication des mesures répressives décidées par Pasqua commencent à inquiéter sérieusement tous les réfugiés politiques. C'est notamment le cas des quelque quatre cents réfugiés basques qui risquent de se retrouver rapidement en situation irrégulière. Menacés en permanence par les assassins du GAL, relégués par le gouvernement loin de la frontière espagnole ou tout simplement expulsés en Amérique centrale ou au cap Vert. Ces réfugiés connaissent aujourd'hui une situation impossible qui va nécessiter une solidarité accrue.

DEMOC (sigle pour Mouvement de jeunes démocrates conservateurs et libéraux européens en anglais) est une organisation qui ne cache pas son propos. L'un de ses membres français, de surcroît giscardien, vient de déclarer au retour d'un séjour au Nicaragua : « Nous nous sommes engagés à lutter contre la désinformation qui sévit en Europe en faisant connaître les réalités du régime sandiniste afin de créer une pression internationale susceptible d'infléchir la politique totalitaire de Managua. »

Jacob Majluta, candidat social-démocrate aux élections de la république Dominicaine, qui avait accusé son rival de fraude s'est déclaré dispose à admettre la victoire de ce dernier. C'est donc le conservateur Bataguer qui est président de la République.

COURTS... METRAGES

CONTRE L'INSPECTION A L'ECOLE

La deuxième coordination nationale des collectifs d'enseignants refusant l'inspection et la notation a tenu à Paris, les 17, 18, 19 mai, un forum et une fête anti-hiérarchie : cette initiative a réuni plus de 300 personnes représentant 24 départements.

Des enseignants syndiqués au SGEN-CFDT et à la FEN, non syndiqués, militants de l'École émancipée et de groupements pédagogiques, ont débattu en commissions de réflexion et réunions publiques le dimanche 18 mai des différents aspects des rapports hiérarchiques dans l'éducation, de leurs projets pour un autre fonctionnement et une évaluation du système éducatif, de la nécessité de développer leur mouvement face aux orientations gouvernementales de l'après-16 mars et aux premières mesures du ministère Monory :

— Salaires à deux vitesses pour les fonctionnaires.
— Création d'une direction au ministère de l'Éducation nationale pour les corps d'inspection et de direction.
— Proposition de loi RPR pour la création d'un grade de directeur d'école-chef d'établissement.

Dans ces conditions, le mouvement de refus d'inspection et de lutte contre la hiérarchie sera poursuivi largement au cours de l'année scolaire 1986-1987.

Un appel est lancé pour la signature du manifeste national adopté à Belfort lors de la coordination de Belfort en février 1986. Une nouvelle rencontre nationale a été décidée pour octobre 1986 à Aix-en-Provence.

EUROPE DES FLICS POUR DES CENTRALES

Le GIM, le PSR et la LCR, sections allemande, luxembourgeoise et française de la IV^e Internationale, ont dénoncé la collaboration européenne dans la répression des antinucleaires. Le 17 mai dernier, des gendarmes français ont lors d'une manifestation à Dudenlange (Luxembourg) réalisé des dossiers sur les antinucleaires présents sur place. Elles ont également exigé, en prévision des prochaines manifestations, que les frontières soient maintenues ouvertes. En 1979 et en 1981, celles-ci avaient été fermées pour tenter d'empêcher des rassemblements d'ampleur européenne autour de la centrale de Cattenom en Allemagne.

Le bavarois pénitiste Albin Delon a tenu à recevoir des mains « propres » de Jack Lang le ruban de Commandeur de l'Ordre des arts et des lettres et cela en présence de beaucoup de monde : des socialistes mais aussi Le Pen. Bref, la cohabitation s'étend.

AVEC LES NETTOYEURS

Grande fête de solidarité antiraciste organisée par les nettoyeurs du métro. Le 8 juin à Vigneux (91) de 10 h 30 à 23 heures, dans un parc de vingt hectares (fleché à partir de la gare de Vigneux, départ de : CFDT-RATP, SOS-Racisme, MRAP, LDH, FASTI, GISTI, UTR, Soutien par : LCR, PAC, PS, PSU. Bons de soutien (dix francs) en vente à la CFDT-RATP, 7, rue E. Dehaynin, Paris 19^e et à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis, Paris XI^e.

LES 31 MAI ET 1^{er} JUIN, LA JEUNESSE COMMUNISTE ORGANISE UN FESTIVAL ET UNE MANIFESTATION EUROPEENNE CONTRE L'APARTHEID A BOBIGNY. DES DIZAINES D'ARTISTES Y ONT APPORTE LEUR SOUTIEN. ON PEUT SE FELICITER D'UNE TELLE MOBILISATION TOUS EN REGRETTANT CEPENDANT QUE LA JC NE SE SOIT PAS ADRESSEE AUX AUTRES ORGANISATIONS DE JEUNES PERMETTANT UNE REELLE EXPRESSION DE LA JEUNESSE CONTRE LE RACISME EN AFRIQUE DU SUD.

CHELLES : PLUS DE PLACE AU LYCEE

Samedi dernier à Chelles, près d'un millier de parents, d'enseignants et de lycéens ont manifesté contre la fermeture de six classes primaires et pour l'ouverture urgente d'un lycée. La cité scolaire (collège, lycée général, et lycée professionnel), prévue pour accueillir 2 500 élèves, enregistre 3 200 inscriptions à la prochaine rentrée. Déjà, le lycée professionnel doit refuser 300 élèves.

Demandée de longue date, la construction d'un nouveau lycée exige au moins trois ans. Pourtant, le conseil régional ne semble pas pressé de prendre la décision.

Nos lecteurs bretons ont dû avoir une sacrée surprise... Mais ils sont tombés sur la tête à Paris. Dans l'interview du CLIMA de Plouezec, parue la semaine dernière, les vignes existaient dans cette commune des Côtes-du-Nord, puisqu'on y faisait référence à des viticulteurs. Ah les nuls ! Il s'agissait en fait de mytilculteurs, c'est-à-dire ceux qui font l'élevage de moules. Confondre le raisin avec les moules, vraiment nous méritons le bonnet d'âne...

A EN PLEURER

ADJUGEE, VENDUE

Chirac a remonté les bretelles des journalistes de l'audiovisuel, parce qu'ils déforment les faits... Ouf ! à Rouge, on fait partie de la presse écrite, on n'est pas concerné. D'ailleurs, Chirac n'a rien à dire : quand il fait une saloperie, on n'hésite pas à l'écrire.

Par exemple, quand il supprime l'autorisation administrative des licenciements, Rouge ne dit pas que cela créera des emplois. Quand il libère les prix et enferme les salaires, Rouge n'explique pas que le pouvoir d'achat va y gagner. Quand il excite les flics, Rouge ne prétend pas que vos libertés seront mieux préservées. Bref, quand Chirac fait une chose, Rouge n'explique pas le contraire. C'est la raison pour laquelle (je n'en vois pas d'autres), notre journal n'a pas été attaqué par Chirac : nous sommes inattaquables.

D'ailleurs, nous sommes prêts à racheter une chaîne de télévision. Bien sûr, on n'a pas le premier centime pour le faire. Mais c'est tout à fait formel. L'important, c'est de savoir que si on était riche, on pourrait se payer l'écran. Qu'ensuite, ce soit Hersant, Largardère ou Krivine... Pourquoi pas l'un et l'autre ? Il faut bien partager. D'accord, ce n'est jamais Krivine, mais il n'a qu'à être riche !

Il y aurait un moyen : c'est de privatiser Rouge. Et avec le produit des enchères, on rachète TF 1 ! Dernière minute : le gagnant de la super-cagnotte du loto (plus de trois milliards), militant chevronné de la LCR, vient de se porter candidat au rachat de TF 1. Depuis, Matignon tergiverse...

Nicolas Jeanson



PLUS DE 5000 CONTRE LE NUCLEAIRE

Samedi 24 mai, plus de cinq mille personnes ont participé à la manifestation antinucleaire de Paris, de la place de la Bastille au ministère de la Santé. Vu l'état de la mobilisation en France, il s'agit là d'un incontestable succès d'autant plus qu'existe un large consensus pronucleaire allant du PC à l'extrême droite. Il a fallu at-

tendre près d'un mois pour que se réalise ce large front réunissant pour la première fois les Verts, de nombreuses organisations écologistes et une partie de l'extrême gauche (LCR, PSU, PAC, FGA, FA, UTCL), le Parti humaniste et de nombreuses associations féministes. Loin de restreindre la mobilisation, comme le pensait une partie des Verts, ce type de convergence sur un thème précis a permis d'assurer le succès de la manifestation alors qu'elle avait bénéficié de peu de publicité. Un signe encourageant pour les mobilisations futures.

DES HISTORIENS ?

L'Université de Nantes a récemment primé une thèse niant le génocide hitlérien contre les Juifs. L'horreur que nous inspire ce type de phénomène ne doit pas nous empêcher de répondre à ceux qui prétendent « réviser l'histoire ». Notre ami Henri Chrétien, vieux militant du mouvement ouvrier, secrétaire du mouvement ouvrier, séarade de l'importante communauté séarade de Salonique (n'est-ce pas monsieur Waldheim ?), etc.

Nos pseudo-historiens voudraient faire croire que cette disparition est accidentelle. Les négateurs obstinés du génocide arménien de 1915 attribuent la disparition d'un million de personnes aux aléas de la déportation. Des accidents, en quelque sorte. Alors que celle-ci, par la famine, les

coups et les massacres, visait à l'extermination (réussie, hélas !) des Arméniens de Turquie. Les falsificateurs de l'histoire (pourquoi parler de « révisionnistes » ?) qui nient les chambres à gaz, voudraient faire croire que les millions de disparus furent victimes des épidémies. Le gaz Zylo, fourni en abondance par les usines chimiques du Reich, était utilisé par ces bons SS pour épouiller les déportés et donc les protéger du typhus (avec peu de succès apparemment !).

La réalité des chambres à gaz implique nécessairement l'ordre planifié du génocide par Hitler, Himmler (une autre victime d'erreur judiciaire ?) et

COURTS... METRAGES



RETOUR TRIOMPHAL DE MARTINE TOULOTTE A GRENOBLE

Il y avait foule, mercredi soir, en gare de Grenoble pour accueillir notre camarade de retour de Fleury. Plus de cent cinquante personnes, averties de bouche à oreille. A sa descente du train, une foule accueillie par un saxophoniste jouant une samba de victoire. Conlétis, serpents, vivas... Tous ces gens, représentant l'éventail du large mouvement

de soutien à Martine, se pressaient autour d'elle. De ses camarades de la LCR à ses collègues de l'agence d'urbanisme en passant par les anti-imperialistes, les syndicalistes et beaucoup d'autres, c'est un accueil triomphal qui fut fait à Martine par les démocrates grenoblois.

Toute la presse locale était présente. Une conférence de presse s'improvisa, où Martine put souligner combien le mouvement de soutien avait compté pour elle et réaffirmer son attachement et sa solidarité avec toutes ses codétenues restées à Fleury. Clôturant sa conférence de presse, Martine déclara : « Si le moindre soupçon pesait contre moi, je ne serais pas ici ce soir. Je n'ai toujours pas

Le Dauphiné libéré, FR 3 et Radio-France Isère ont fait du retour de Martine et de cet accueil, l'événement du jour. Reste maintenant à remporter la victoire finale : le non-lieu. C'est aussi dans cet esprit que se tient jeudi 29 mai à Grenoble un meeting à l'appel du collectif de défense, sur le thème des atteintes aux libertés aujourd'hui en France.

Responsables de la diffusion, pour le numéro spécial, prévoyez une diffusion exceptionnelle (vente de marchés, aux portes des entreprises, de la main à la main), centralisez les augmentations prévues par les cellules et les militants et téléphonez vos commandes mardi 3 juin à la diffusion nationale.

LA MARNE ACCUEILLE KRIVINE

Vendredi 23 mai, la section de Reims de la LCR tenait deux réunions publiques avec Alain Krivine. La première à Châlons, ville où n'existe pas encore de section. Une trentaine de personnes étaient présentes pour cette première réunion publique de la LCR. Le débat porta surtout sur les moyens de créer une nouvelle force anticapitaliste. De nombreux contacts ont été pris par la LCR et les JCR, un membre du bureau national de cette

organisation étant venu avec Krivine. Le soir, à Reims, près de soixante-dix personnes participèrent à la soirée. Dans la salle, il y avait beaucoup de jeunes, notamment des militants de l'UNEF (Solidarité étudiante). La présence de militants immigrants témoignait également de la force du comité antiraciste unitaire existant sur cette ville. Le débat s'orienta notamment sur SOS-Racisme et sa lutte anti-Le Pen ainsi que sur l'alternative et le temps partiel, essentiellement avec des militants du parti des Verts. Là encore, de nombreux contacts ont été pris par la LCR et les JCR qui viennent de construire une section à Reims.

Le samedi 7 juin Tribune libre de la LCR à 16 h 15 sur FR 3

les autres dirigeants du III^e Reich. Il y a, à Lyon comme à Nantes, des professeurs français qui s'appliquent ainsi, systématiquement à blanchir les auteurs du plus grand crime du siècle.

A ces néo-historiens « scrupuleux », je pose une question. Près de chez moi, au 10, rue des Deux-Prés, 112 personnes dont 40 petits enfants ont été déportés en 1942. Aucun n'est revenu. On ne connaît pas d'épidémie même de typhus, qui tue à 100 %. Plusieurs de mes camarades de Dachau y ont survécu.

Mais la chambre à gaz, elle, tue à 100 %.

D' H. Chrétien

PEROU, L'ESBROUFFE POUR TOUTE POLITIQUE

Le nouveau style du jeune président péruvien, Alan Garcia, impressionne plus d'un commentateur. Le peuple péruvien est pourtant loin d'y trouver son compte

Arrivé au pouvoir avec un appui populaire indéniable, Alan Garcia apparaît comme un leader charismatique, spécialiste des mesures spectaculaires. En quelques mois, il promet successivement une limitation du paiement de la dette extérieure à 10 % des recettes d'exportation, une moralisation complète de l'armée et de la police, une amélioration dans la situation des droits de l'homme...

Sa première proclamation sur la dette extérieure s'entoure du maximum de publicité. Elle intervient en août 1985 au moment où se tient, à La Havane, la conférence de l'Amérique latine et des Caraïbes sur ce sujet. On en connaît la conclusion : cette dette est impayable, irrécupérable pour les crédetes. Au moment où l'exigence d'un moratoire devient affaire très sé-

Alan Garcia, leader charismatique, spécialiste en coups spectaculaires.



rieuse pour des millions de latino-américains, au moment où le Pérou se débat dans le marasme économique, Alan Garcia n'a rien de plus pressé que de se démarquer violemment de la conférence. Il en profite pour sortir le gadget des 10 %.

Un calcul bizarre

Le tour de passe-passe est habile : le pays est déjà de fait en cessation de paiement. C'est Belaunde Terry, le prédécesseur d'Alan Garcia, qui en est responsable. Or, on pouvait le soupçonner de tout sauf d'être progressiste ! Et surtout, ce qui est réellement payé, c'est beaucoup plus

que ces 10 % célèbres. On peut en juger au bout de quelques mois.

Actuellement, le montant total consacré au paiement de la dette atteint la bagatelle de 35,4 % des recettes d'exportation. Cela signifie déboursier 1,3 milliard de dollars, alors que les revenus nets du pays n'atteindront pas plus de 600 millions de dollars en 1986. Le ministre de l'Economie s'est empressé de déclarer que les fameux « 10 % » correspondaient seulement à la dette du gouvernement central. Sans même parler d'une légère erreur (le paiement de la dette publique atteint déjà 13,5 %), il faut supposer évidemment,

que la Banque centrale de réserves n'est pas une entité publique et que les dollars que le secteur privé fait sortir pour payer sa dette ne constituent pas une saignée pour l'économie.

Les compagnies pétrolières doivent aussi se rendre compte qu'Alan Garcia, dans le fond, n'est pas un mauvais cheval. Certes, des mots aigres-doux ont été échangés puisqu'il les a traités d'« antinationales ».

Le 29 août à Tacna, d'où le nom de « tacnazo » donné à cette intervention, il annonce l'annulation des contrats avec toutes les multinationales qui opéraient dans le pays. Rien d'irréparable : cette rupture,

d'abord sans préalable, est suivie d'un renégociation (en particulier avec l'Occidental Petroleum). D'après la Gauche unie, c'est une nouvelle manière de mettre le pays aux enchères. Pour les compagnies, il est sûr que les profits vont augmenter encore... surtout avec la chute des prix !

L'écart entre le radicalisme verbal et les faits est une technique qu'utilise constamment le gouvernement apriste. Elle lui sert à mieux contrôler une base populaire qui pourrait pencher à gauche. Elle lui donne aussi une marge de manœuvre sur la scène internationale.

A Séoul, répondant à des

ETAT DE GUERRE

Alan Garcia cultive le paradoxe. Il se pose en champion des droits de l'homme, mais ne sait rien refuser à une armée et à une police, qui depuis des années cumulent les massacres.

Le samedi 19 avril, deux cents militaires et membres des forces de l'ordre encerclent et quadrillent un quartier populaire dénommé Pamplona. Ils perquisitionnent cent vingt maisons, en détruisent quatre et arrêtent une trentaine d'habitants. Ce fait n'est pas le premier du genre.

Car là-bas, la « sale guerre » ne s'embarrasse pas des belles proclamations d'Alan Garcia sur les droits de l'homme.

L'arrivée d'un nouveau parti au pouvoir, un nouveau style de gouvernement, synonyme de l'arrêt de la répression, les Péruviens auraient bien voulu y croire. Car en juillet 1985, quand Alan Garcia arrive à la présidence, la situation des droits de l'homme est dramatique. Signe qu'à cette époque beaucoup espèrent

que « des temps nouveaux ont commencé », comme le disait la propagande de l'Action populaire révolutionnaire américaine (APRA, le parti du président) une commission d'enquête internationale, présidée par Perez Esquivel, prix Nobel de la paix, est envoyée au Pérou. Les organisations de défense des droits de l'homme font le bilan.

Les militaires toujours là

En 1980, un gouvernement civil se réinstalle au Pérou, mettant fin à douze ans de régime militaire. En effet, l'armée commence à avoir des difficultés à faire accepter à la population la politique d'« assainissement » de l'économie, exigée par les bailleurs de fonds internationaux. Le 19

juillet 1977, une grève générale, inégalée dans l'histoire du pays, mobilise contre le régime militaire la totalité des secteurs populaires. Les militaires doivent se résigner à céder la place à un gouvernement plus apte à faire accepter les sacrifices.

Il ne faudra pas plus de quelques mois pour que les généraux, qui ont gardé des pouvoirs importants dans la nouvelle Constitution péruvienne, réapparaissent au sein du gouvernement de Belaunde Terry, le président chassé du pouvoir douze ans auparavant par ces mêmes militaires.

La politique économique mise en œuvre par le gouvernement civil ressemble comme deux gouttes d'eau à celle des militaires et va au-devant des exigences du FMI. Quand des manifestations populaires tentent de s'opposer à ces mesures,

elles sont réprimées aussi violemment que par le passé. Les arrestations se multiplient, au mépris des garanties judiciaires inscrites dans la nouvelle constitution. Le décret-loi 046, dit « loi antiterroriste », adopté par le gouvernement au mois de mars 1981, vient légaliser ces pratiques. Pour justifier cette loi d'exception, le gouvernement invoque sans se soucier beaucoup de crédibilité les premières actions de Sentier lumineux. En effet, l'organisation maoïste a déclenché la « guerre populaire » en 1980 et commet déjà plusieurs sabotages. Mais ces actions ont surtout une portée symbolique. L'assassinat et l'exposition de chiens, dans le centre de Lima sont les plus remarquables et, à cette époque, les cadavres de chiens (ces pauvres bêtes représentent dans l'imagerie politique sendériste le « ré-

journalistes, le Premier ministre et ministre de l'Economie, Luis Alva a joué cartes sur table. A propos d'éventuelles rétorsions de la part de Washington, il déclare : « Les Américains savent très bien que l'APRA est le meilleur rempart contre le communisme au Pérou. » Entre gens sérieux...

Il était assez urgent d'envoyer ce message. Il s'agit, en effet, pour le gouvernement de rassurer ses créanciers internationaux, de montrer que pour faire de beaux discours il n'en est pas moins pragmatique et capable de contrôler efficacement la situation.

Malgré les illusions entretenues au début de son mandat, Alan Garcia n'a pas pu compter sur un « état de grâce » qui lui aurait garanti la paix sociale. Le premier conflit auquel il

s'est heurté, celui des mineurs, commencé le 24 février dernier, a duré cinquante jours. La direction apriste des syndicats de Centromin Pérou s'est vu obligée de suivre le mouvement, poussée par la base et finalement désavouée. La grève s'est terminée victorieusement et les mineurs ont obtenu de nouveaux accords salariaux. Elle a donné le signal d'une période difficile pour le gouvernement : des conflits ont commencé à se succéder dans les secteurs de la santé, de la pêche, de l'enseignement entre autres. Un des mouvements les plus déterminés a été celui des travailleurs du sucre, qui ont pratiquement réussi à paralyser les centrales, subissant une répression brutale de la police et des tentatives de sabotages de la part des

directions syndicales apristes.

Car le parti au pouvoir n'est pas dépourvu, contrairement à son prédécesseur, le Parti d'action populaire de Belaunde Terry, d'une certaine base syndicale. Au besoin, il s'en fabrique une, n'hésitant pas à créer des syndicats ou des centrales parallèles à ceux qui existent déjà et parachutant au besoin dans ces dernières de nouveaux dirigeants, vite reconnus par le ministère du Travail. Enfin la Confédération des travailleurs du Pérou (CTP), liée au syndicalisme jaune des Etats-Unis, sert à l'APRA de courroie de transmission. La tâche lui est facilitée par l'état de division qui règne et l'absence de centralisation des luttes, car c'est bien là que le bât blesse...

Raphaël Duffleaux



Rien n'a changé pour les classes laborieuses.

visionnisme») sont les seules victimes de la « guerre populaire ».

L'objectif réel de la loi antiterroriste est beaucoup plus ambitieux. Celle-ci institue une responsabilité « intellectuelle » dans les actes d'attentats. La culpabilité ne concerne pas seulement les auteurs directs des faits incriminés mais également ceux qui auraient pu indirectement les inspirer, par l'écrit ou par la parole. Cela comprend les journalistes qui relatent simplement des faits de « terrorisme » dont la définition même laisse le champ libre à toutes les interprétations...

De même, cette loi supprime toutes les garanties du contrôle judiciaire sur les arrestations. L'initiative et les motifs en sont laissés à la libre appréciation des forces de police. Le nombre des détentions et surtout l'arbitraire qui vont se développer à partir de la mise en application de cette loi indiquent assez clairement

comment ce texte est venu remplacer les mesures en vigueur pendant le régime militaire.

Au bout de trois ans d'application, le nombre des prisonniers était devenu tel que le gouvernement de Belaunde Terry dut rouvrir la sinistre prison d'El Fronton, une île au large de Lima, symbole de la répression pendant le régime militaire. Actuellement, le Pérou compte parmi les pays d'Amérique latine qui a le plus grand nombre de détenus politiques.

Continuité flagrante

Car sur ce terrain, depuis l'arrivée au pouvoir d'Alan Garcia, la continuité est flagrante. De nombreux prisonniers sont détenus depuis des mois, sans avoir été jugés ou même sans connaître le motif de leur arrestation. Un ouvrage paru récemment « Presos Politicos

y Derechos del Hombre » relate très précisément leur situation et en dénombre mille cinq cents environ. Certains affirment avoir subi des tortures ou des interrogatoires poussés. Les conditions de détention sont particulièrement difficiles en raison de la surpopulation carcérale, du manque d'hygiène et de la malnutrition.

A cela s'ajoutent les violences des gardiens. Le 4 octobre 1985, de nombreux prisonniers ont trouvé la mort ou ont été blessés à la suite d'un assaut donné à la prison de Lurichango par les gardes civils. Si Alan Garcia a jugé nécessaire le retour à des normes judiciaires plus conformes à un état de droit, rien n'a changé dans les faits.

Entre 1981 et 1986, le budget du ministère de l'Intérieur a augmenté de 400 %. Les forces de police en 1980 avaient un effectif de près de quarante-sept mille hommes. En 1985,



Continuité au pas cadencé.

leur chiffre avait doublé, et leurs dépenses d'armement étaient d'ailleurs en partie responsables de l'augmentation de la dette extérieure. Alan Garcia, sous couvert de réorganisation et de lutte contre le trafic de drogue, a encore accru les moyens de l'armée et de la police.

N'en déplaise à la mission européenne qui est allée récemment constater de visu « l'amélioration des droits de l'homme au Pérou » depuis le changement de gouvernement, les forces armées gardent tous les pouvoirs.

A la fin du mois de janvier 1983, le voile s'était levé quelque peu sur les méthodes employées par l'armée péruvienne dans sa guerre contre le Sentier lumineux. Le commandement militaire de la région d'Ayacucho, en état d'urgence depuis plusieurs mois déjà, annonçait dans un communiqué que huit journalistes auraient été assassinés par des paysans dans la communauté d'Uchurracay. Mais l'enquête obstinée des organisations humanitaires révélait bientôt que c'était l'armée qui avait organisé ces assassinats. La mise en place de milices paramilitaires, recrutées dans les communautés andines de la région, était (et est toujours) pour elle un des moyens utilisés pour contrecarrer l'activité de la guérilla. Les suites judiciaires stoppées sous les pressions des militaires, les vaines tentatives du gouvernement pour disculper le commandement militaire, en désignant une commission d'enquête dirigée par Vargas Llosa, ajouteront au discrédit du régime. La cérémonie d'enterrement des journalistes à Lima donnera lieu à la plus massive manifestation populaire de ces dernières années.

Mais, assuré de l'appui du gouvernement et de son entière confiance largement marqués à cette occasion, le commandement militaire

poursuivra, en l'accentuant, ce qu'on appelle désormais la « sale guerre ».

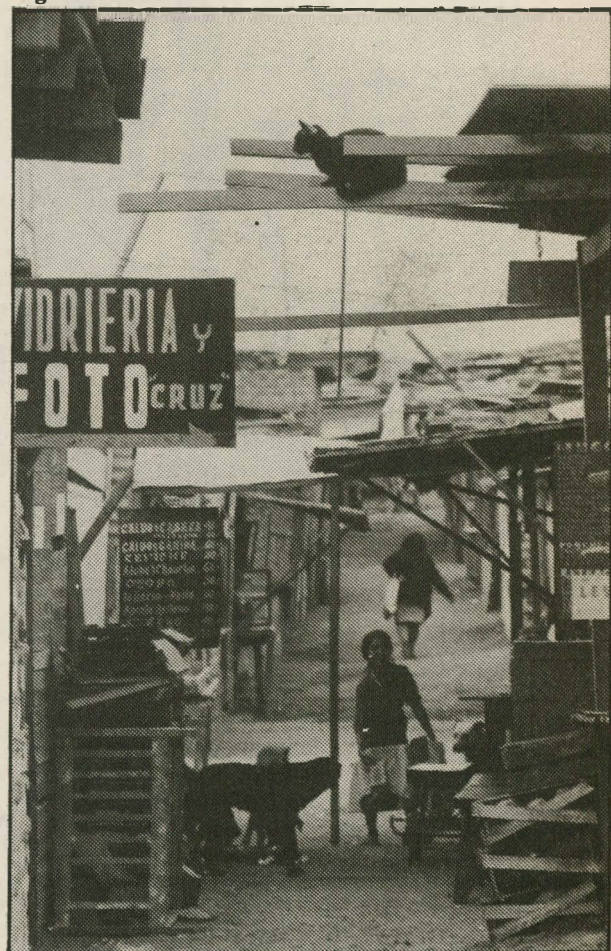
A partir de 1984, la multiplication des disparitions dans la région en état d'urgence, puis la découverte de fosses communes, témoignent de la pratique des exécutions massives et volontairement dissimulées. Les recherches effectuées à propos de ces faits, les témoignages directs des rescapés désignent de façon certaine l'armée. C'est elle qui est responsable de la généralisation de l'état de guerre dans le pays.

L'état d'urgence n'épargne pas Lima, où les grèves et les manifestations sont violemment réprimées. En avril dernier, la police charge un pèlerinage de la Gauche unie à la mémoire de Jose Carlos Mariategui. Quant aux militaires, leurs

liens avec le gouvernement sont plus évidents que jamais, jusque dans les symboles. Ainsi, les « balconazos » font partie du cirque présidentiel. C'est en sortant intempestivement sur les balcons du palais du gouvernement qu'Alan Garcia annonce ses mesures démagogiques. Or, on l'a vu récemment, dans un de ces fameux « balconazos », lever le bras du général Jarama, tenu pour responsable d'un massacre de paysans, et proclamer « l'unité indestructible entre le peuple et les forces armées »... créant ainsi des remous jusqu'au sein de la vieille garde de l'APRA, traditionnellement méfiante envers l'armée. Aujourd'hui, l'alliance est créée sur les toits au lieu d'être tacite, et c'est bien la seule nouveauté qui mérite d'être notée !

R. D.

Seul, le budget du ministère de l'Intérieur augmente régulièrement.



LES TRAVAILLEURS PERSISTENT ET SIGNENT

Trois grèves générales en l'espace de quinze jours, une manifestation monstre prévue le 31 mai à Bruxelles contre l'austérité. L'unité syndicale a beau avoir été brisée par les bons soins du gouvernement, le mouvement à la base continue.

La mobilisation des travailleurs belges a, entre autres, ceci de remarquable qu'elle a commencé bien avant que le gouvernement n'annonce son plan d'austérité. Dès que les journaux ont, à partir de fuites gouvernementales, été en mesure de donner l'essentiel des mesures d'austérité à venir, les bases des syndicats se sont mises en branle.

Le symbole d'un mouvement en profondeur, cette usine sur laquelle flotte un drapeau rouge.

La mobilisation a démarré dès le début avril, et d'abord chez les mineurs du Limbourg, où il est question

de supprimer 3 000 emplois d'ici la fin de 1989. Puis, très vite, l'ensemble du secteur public a dû se rendre à l'évidence: lui aussi était concerné par les projets économiques de Martens.

□ **1^{er} mai.** La Centrale générale des services publics, CGSP, socialiste, abreuve les manifestants de tracts appelant à la grève. Ce n'est qu'une des multiples actions qui, dans l'ensemble du pays, préparent la grève générale de vingt-quatre heures prévue pour le 6 mai.

□ **6 mai.** La grève est un succès éclatant dans les transports publics. Plus aucun train, ni tram, ni bus ne circule. Les postes, les télécommunications, la radio-télévision belges sont paralysées aussi. L'atout décisif est la réalisation du front commun entre la centrale socialiste du service public, la CGSP, et les deux centrales chrétiennes qui coordonnent aussi ce secteur (le Syndicat chrétien de la culture et des communications, SCCC, où se trouvent notamment les cheminots et la Centrale chrétienne des services publics, CCSP, qui rassemble les employés des administrations).

A ce moment, cependant, l'unité reste encore à réaliser dans l'enseignement. En outre, la CGSP a laissé à ses régions le soin de faire ou non grève dans l'Education nationale. Résultat, le 6 mai: seule la région d'Anvers fait grève dans l'enseignement. Dans les autres régions, ce ne sont que réunions d'information et manifestations, d'ailleurs pas très suivies.

A la base, la détermination est réelle et les cheminots de Charleroi montrent la voie à suivre. Toujours ce 6 mai, au cours d'une réunion interprofessionnelle de la FGTB à Charleroi, ils lancent: « Nous n'attendons pas la fin du mois pour agir. » Le 31 mai, une manifestation nationale

contre l'austérité est en effet prévue. Sous la pression, le bureau de la FGTB décide d'appeler à une grève de quarante-huit heures pour la semaine précédant le 31 mai.

□ **7 mai.** L'unité du côté de l'enseignement progresse. Une manifestation de l'enseignement libre rassemble 15 000 personnes à Bruxelles. Cette manifestation d'un secteur, dont on aurait plutôt attendu qu'il soutienne le gouvernement, est un désaveu magistral pour la politique d'austérité de ce dernier. Mieux, cette manifestation reçoit l'appui de la CGSP.

□ **12 mai.** Après le long week-end de l'Ascension, le mouvement repart. Un mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures est lancé pour le 16 mai. Cette fois, la CGSP-enseignement se lance tout entière dans le mouvement. Et même si le CCSP chrétien a rechigné encore à l'unité, le 16 mai a été plus réussi que le 6 mai.

□ **23 et 24 mai.** Les quarante-huit heures de grève sont suivies. En Wallonie, la grève a été totale dans les services publics, mais les relais dans le privé ont été faibles. Les travailleurs de l'industrie sont restés plutôt passifs. En Flandres, la grève a été minoritaire mais militante: piquets massifs pour empêcher les syndiqués chrétiens de travailler, intervention sur la gendarmerie dans un certain nombre de cas, etc.

□ **24 mai.** Le gouvernement rend enfin public son plan d'austérité. Il s'agit toujours d'économiser 200 milliards de francs belges. Mais la coalition des sociaux-chrétiens et des libéraux a été prudente et n'a pas adopté les mesures susceptibles de prendre les syndicats chrétiens à rebrousse-poil et de les pousser à faire l'unité d'action avec la centrale socialiste.

Cela dit, le plan est malgré tout très dur, et prévoit

ET LE PRIVE DANS TOUT ÇA ?

Dans le privé, les travailleurs ne sont pas contre la grève en général mais ils attendent les mots d'ordre de la direction syndicale. Le premier appel assez vague de la FGTB pour la solidarité interprofessionnelle est insuffisant. Le leader syndicaliste chrétien, Houthuys, essaie de toutes ses forces d'aider « son » gouvernement.

Partout on pense que la manifestation du 31 mai vient trop tard. Les militants de la FGTB ont ainsi voté à Charleroi lors d'une assemblée interprofessionnelle regroupant sept cent personnes une motion appelant à une grève de quarante-huit heures nationale mais la direction régionale n'a pris aucune initiative dans ce sens. Ce sont les délégations des principales usines de la métallurgie qui ont appelé à manifester avec le service public le 16

mai. A Liège aussi quelques usines du privé ont fait grève le 16 mai. Ce n'est pas un hasard, ces usines ont récemment connu des luttes importantes.

Là où les travailleurs se battent pour leurs propres revendications, on sent un véritable climat de lutte. Ainsi les dockers de Gand n'ont pas accepté le diktat du patronat qui voulait retarder une augmentation prévue au 1^{er} mai 1986 au 1^{er} janvier 1987. Après une grève réussie en front commun le 1^{er} mai, les dockers ont poursuivi leur action jusqu'à gagner sur toute la ligne.

Tous ces exemples montrent que l'action interprofessionnelle est possible, la FGTB ne doit pas répéter l'erreur de 1983 où elle n'avait pas cherché l'extension du mouvement au privé. R. D.

la disparition de 28 000 emplois. Dans le domaine de la Sécurité sociale, le ticket modérateur est généralisé et étendu à des actes techniques comme les radiographies, les soins dentaires jusqu'ici totalement remboursés. Enfin, les chômeurs cohabitants, qui sont en fait la plupart du temps des femmes, ainsi appelées parce que leur compagnon a un emploi, sont menacées. Leur allocation va être considérablement réduite, voire même supprimée.

Les attaques en direction des travailleurs du privé existent aussi mais sont moins évidentes à démontrer à la population.

A la suite de la publication de ce plan, les syndicats chrétiens, comme prévu par Martens, retirent leurs billes. Dans le secteur des Chemins de fer, le SCCC renonce à ses mots d'ordre de grève et annonce qu'il ne paiera plus les indemnités des cheminots en grève. Conséquence, la dynamique chez les cheminots, qui constituaient la pointe avancée du mouvement, est brisée. Il n'y a plus aujourd'hui de grève dans les Chemins de fer sauf dans la province du Hénault où le syndicat socialiste est hégémonique. Du côté des partis socialistes flamand et wallon, ainsi que de la FGTB, la radicalisation est certaine. Mais le bureau national hésite à aller jusqu'au bout.

« Or, estiment nos camarades du POS, s'il n'y a pas un mot d'ordre d'action in-

terprofessionnelle, le privé ne suivra pas. » C'est là justement qu'il y a blocage. Une nouvelle journée d'action a été prévue pour jeudi et vendredi de cette semaine, donc juste avant la manifestation du 31 mai programmée, elle, depuis près de deux mois par la FGTB et les partis socialistes. Malheureusement, une fois de plus, la direction nationale laisse aux instances régionales et aux centrales le soin de prendre leurs responsabilités. On est donc bien dans une période de montée du mouvement, mais on approche probablement d'un tournant où les directions vont essayer de retirer leurs billes. Cela dit, l'appel au 31 mai est bien évidemment maintenu. Ce sera une manifestation monstre de 100 à 150 000 personnes.

Le mouvement de cette année n'a rien à voir avec le mouvement du service public de 1983. Il y a deux différences. La FGTB ne peut plus bloquer le processus. Au contraire, pour satisfaire ses propres objectifs, elle tire en avant la mobilisation dans le privé. Et deuxième différence, les partis socialistes ne sont plus, comme on disait alors, « au balcon ». Ils sont dans la lutte encore une fois, c'est pour satisfaire leurs propres objectifs et retourner au gouvernement dans le cadre d'une coalition avec les partis bourgeois. Il n'empêche que cela a changé considérablement les conditions de la mobilisation et a pu favoriser une politique d'unité.

Raphaël Duffleaux



CHACUN SON TOUR

Comme les législatives du 9 mars l'avaient laissé prévoir, le candidat du Parti libéral, Virgilio Barco, a remporté les élections présidentielles du 25 mai avec près de 58 % des suffrages.

Il faut noter, en premier lieu, que les électeurs ont émis un « vote sanction » contre le gouvernement de Belisario Betancur. Le Parti conservateur aspirait, en la personne de son candidat, Alvaro Gomez Hurtado, à rester à la tête de l'Etat pour quatre années de plus. Or, il a perdu, avec un écart de voix relativement important. Alors qu'en mai 1982, Betancur avait battu à plate couture son adversaire libéral, Alfonso Lopez Michelsen.

Des élections sur toile de fond d'attaques contre les libertés visant les zones paysannes influencées par les mouvements rebelles.

On peut y voir probablement un résultat du climat social tendu qui a marqué

le procureur général de la Nation) et d'assassinats politiques.

Malgré l'alternance électorale, l'avenir politique a toujours la couleur du bipartisme, contre les espérances de changement de la population. Les frontières programmatiques entre les deux partis bourgeois traditionnels n'ont cessé de s'estomper au cours des dernières années. En outre, les conservateurs battus seront appelés à collaborer avec le nouveau gouvernement, en vertu d'un mandat constitutionnel qui permet au parti arrivé en deuxième position aux élections d'avoir une représentation « proportionnelle et équitable » dans les cabinets ministériels, selon le rapport de forces exprimé dans les urnes.

Malgré des différences de tempérament et de trajectoire politique, les promesses électorales de Barco et Gomez n'ont jamais offert de nuances véritables, à tel point que durant la campagne ils se sont accusés mutuellement de se « voler » les idées. Barco, tout aussi pro-américain que Gomez, est considéré comme plus technocrate que politique. Ingénieur civil du MIT, membre d'une famille liée à l'industrie pétrolière, Barco a été maire de Bogota et plusieurs fois ministre, ainsi que haut-fonctionnaire de la Banque mondiale, et ambassadeur à Washington. Il apparaît comme un keynésien pragmatique qui serait plutôt favorable à l'intervention de l'Etat dans l'économie. Ce trait le différencie de Gomez qui préfère favoriser à tout prix l'entreprise privée et traiter la guérilla par la force. Gomez Hurtado, qui en était à sa troisième candidature à la présidence de la République, traîne avec lui l'ombre sinistre de son père, l'ex-président Laureano Gomez, caudillo réactionnaire à qui l'on attribue le déclassement du sanglant soulèvement de la droite, « la première violence », de 1946 à 1953. On appelle ainsi la guerre civile non déclarée qui a coûté la vie à près de 300 000 Colombiens. Ce passé, véritable syndrome de la politique colombienne, a été un des facteurs qui a favorisé la déroute des conservateurs.

La gauche était représentée par Jaime Pardo Leal,

arrivé troisième dans les suffrages. Il s'est présenté au nom de l'Union patriotique, un front dirigé par le Parti communiste et les FARC — la plus ancienne organisation de guérilla en Colombie est actuellement en trêve, après des accords signés en mars 1984 avec le gouvernement — et qui dispose du soutien d'autres organisations ouvrières. Aux élections législatives de mars dernier, l'UP a obtenu 6 % des suffrages, c'est-à-dire 340 000 voix, un des chiffres les plus élevés que la gauche colom-

bienne ait jamais atteint. Pardo, magistrat et membre du PC, a été le fondateur et le président d'Asonal Judicial, une association syndicale qui organise les juges et les employés de cette branche du secteur public.

En plus du panorama économique lamentable, Barco aura deux problèmes graves à affronter : les pressions nord-américaines pour un changement de la politique extérieure (c'est-à-dire l'abandon de l'esprit qui a donné naissance à Contadora), et pour une poursuite de la représ-

sion que l'armée mène actuellement, quasiment pour son propre compte. La caste militaire colombienne a récupéré la large autonomie institutionnelle que Betancur avait tenté de limiter au début de son mandat. Elle est ainsi devenue le principal obstacle à un règlement politique avec les forces de guérilla en activité (M 19, EPL, certains secteurs de l'ELN, etc.). De leur côté, les noyaux dirigeants de l'entreprise privée ont lancé avec succès au cours des derniers mois des campagnes en faveur de la limitation de certaines libertés (en particulier la liberté de la presse). Ils ont ainsi apporté un renfort à ceux qui prônent une politique de terre brûlée contre les zones paysannes influencées par les mouvements rebelles, et contre tous ceux qui recherchent une rupture démocratique durable.

Rodrigo O'Farrell

KANAKY

L'ESCALADE LEGALE

La loi préparée par Bernard Pons menace la paix coloniale mise en place par le précédent gouvernement. En se présentant comme l'allié du peuple kanak, Mitterrand veut prévenir ses mobilisations.

Préserver la paix civile et faire en sorte que le calme et l'harmonie retrouvés depuis les élections régionales de septembre 1985 soient maintenus », tel est l'objet des interventions de Mitterrand sur le projet de loi concernant la Nouvelle-Calédonie. Ayant fait en 1984 l'expérience amère de la difficulté d'imposer un statut rejeté par les indépendantistes kanaks, Mitterrand engage aujourd'hui le gouvernement Chirac à plus de prudence en la matière. Mais cette attitude ne relève ni d'une volonté de remise en cause de la cohabitation, ni d'un souci de prise en compte réelle des revendications légitimes du peuple kanak. S'il fallait s'en convaincre, il suffirait de rappeler que le haut-commissaire, Fernand Wibaux, mis en place par Laurent Fabius et maintenu en fonctions par Jacques Chirac, est le meilleur symbole de cette cohabitation politique en défense des intérêts de la puissance française en Nouvelle-Calédonie.

Le chef de l'Etat sait pertinemment que la question foncière est un problème épineux et explosif du fait des rapports de forces politiques locaux. D'autres gouvernants avaient, avant lui, fait le même cons-

tat. C'est ce qui amena dans le passé Paul Dijoud à tenter une timide réforme foncière en 1978.

En vidant de leurs prérogatives les institutions régionales mises en place par la loi Fabius et en supprimant l'office foncier, la loi préparée par Bernard Pons bouscule le fragile équilibre garantissant la paix coloniale. Certes, la France a des moyens militaires d'imposer sa domination, mais se serait alors au prix d'une radicalisation politique du peuple kanak, voire de l'engrenage d'une guerre coloniale.

Mitterrand avait fait un autre choix tactique. Celui de tirer profit des faiblesses politiques et organisationnelles du FLNKS pour faire reculer la lutte indépendantiste, à force de répression sélective et de promesses non tenues. Soumis à la pression de ses partenaires de la droite coloniale, le gouvernement Chirac opte pour une escalade antikanake plus franche. Il table sur la supériorité de la puissance coloniale pour décourager le peuple kanak de toute réaction ou le réduire rapidement le cas échéant. C'est là un pari hasardeux. Cette nouvelle orientation laisse bien peu d'espace au

maintien d'une activité du FLNKS dans le cadre institutionnel. Elle peut amener le FLNKS à ressouder ses rangs sur une orientation plus dure et le ramener vers une position de boycott des institutions. Par ailleurs, en donnant ainsi satisfaction à la droite coloniale, elle encourage sa politique revancharde, alimentant ainsi le courant d'extrême droite qui veut en découdre à tout prix avec le mouvement indépendantiste. Elle alimente une situation de reprise des affrontements.

C'est sans doute une raison supplémentaire pour Mitterrand de maintenir un certain contact politique avec les représentants du FLNKS, de manière à accrédi-ter l'illusion qu'il représente un allié sincère de leur lutte. Là encore, le souci essentiel est d'éviter une relance des mobilisations anticolonialistes en désorientant le mouvement indépendantiste.

Le débat qui va traverser les rangs du FLNKS répondra à d'autres impératifs. Il s'agira pour les militants indépendantistes de définir la tactique de mobilisation la plus appropriée pour faire avancer leurs revendications dans ce nouveau contexte politique.

Vincent Kermel



les trois dernières années de la présidence de Betancur. Ses plans économiques ont tous échoué avec fracas : l'inflation en 1985 a atteint 35 %, alors que le chômage a connu une aggravation notable et que les salaires n'ont augmenté que de 15 %. La prétendue politique de paix connaît une éclipse. La voie est désormais ouverte à une croissance rampante de la répression militariste, avec ses séquelles de disparitions (six cents au cours de la seule année écoulée, selon

NESTLE

N'AIMÉ QUE LE PROFIT

La multinationale suisse affirme aimer les bébés. Surtout ceux du tiers monde. Mais elle se montre aussi impitoyable avec ses salariés. Comme le montre l'exemple d'une de ses filiales aux Philippines.

Du 22 janvier au 14 mars derniers, soit au cœur de la crise politique qui vient de faire tomber la dictature de Marcos, les quelque mille six cents travailleurs des entreprises de Nestlé aux Philippines ont mené une grève partiellement victorieuse.

Nestlé est installé aux Philippines depuis soixante-quinze ans et a fondé en 1961 Filipro Inc. dont elle détient 51 % des parts, le reste appartenant à la San Miguel Corporation. Filipro est essentiellement une industrie de transformation qui produit la gamme classique de la multinationale helvétique : café (Nescafé), produits laitiers dont ceux pour enfants (Lactogen, Nestogen, etc.), boissons et produits alimentaires (Maggi). Des essais ont même été tentés, depuis 1980, pour lancer le lait de soja Vita ; mais les réticences au goût de ce nouveau produit ont poussé Nestlé à le remplacer par du meilleur, bien « suisse », le Vita Chocolate.

Des années bien grasses

Filipro détient aussi trois plantations de café d'une capacité de production totale de six mille tonnes, à Cabuyao, Alabang et Cagayan de Oro. Elles produisent essentiellement pour le marché interne. L'an dernier, d'importants investissements (464 millions de pesos, soit, environ 49 millions de francs suisses) ont été effectués pour les moderniser et étudier de nouveaux produits. Ces investissements ont été rendus possibles par les fructueux résultats des années précédentes. Une revue philippine destinée aux milieux financiers notait les brillants résultats de Filipro : « 1984 a été une année faste pour Filipro. Les résultats financiers globalement favorables ont été rendus possibles grâce aux sévères limitations de coûts de la compagnie et des mesures d'austérité qui ont accru la productivité complétées par l'effort du personnel ». Ces économies de coûts ont notamment été

réalisées en accroissant les importations de substitution pour la production de la gamme de produits Filipro. Le lait en poudre, par exemple, est importé (lait instantané Nico). Le syndicat des employés de Filipro, l'Union of Filipro Employees (UFE), devant se défendre devant les tribunaux où Nestlé prétendait que la grève minait ses efforts d'exportation, soulignait clairement : « Filipro dépense davantage de dollars à importer ses matières premières qu'il en rapporte pour ses prétendues exportations. » Evidemment, ces importations portant sur d'autres produits Nestlé (d'Australie, de Nouvelle-Zélande, par exemple), la comptabilité reste interne à la multinationale.

Ce qui est vrai, c'est qu'au cours des deux dernières années (1983-1985), les produits transformés par Filipro ont été plus fortement répartis dans toute la zone d'Asie du Sud-Est, accroissant les exportations de la filiale philippine. L'expansion de Filipro a été largement portée par ces exportations et le résultat s'en est fait sentir. Le bénéfice net se montait à 140,5 millions de pesos en 1983 (+ 5,9 %) et atteignait 348,9 millions en 1984 (+ 148,2 %). Il est estimé pour 1985 à 500 millions ! Belles années...

Les travailleurs en reste

Bien que Filipro paie des salaires généralement élevés pour les Philippines, Nestlé profite pourtant largement, comme on vient de le voir de conditions salariales favorables. Constatant les importants bénéfices et les gains de productivité, les travailleurs et leur syndicat, UFE, ont entamé, en été 1985, des négociations pour améliorer les salaires. Ils revendiquaient une augmentation de 1 000 pesos (la moyenne des salaires à Manille est de 3 784 pesos par mois) réduite ensuite en conciliation à 500 pesos. A cela s'ajoutaient la demande d'une prime d'un mois de salaire et le paiement des

jours de congé de tous les salariés, soit onze jours par an. La direction refusait en effet de payer les jours de congé du personnel de vente (260 salariés). Il n'y a pas de petites économies pour une multinationale bien helvétique !

Au terme de six mois de négociations sans résultats et de tentatives de conciliation du ministère du Travail, l'UFE a appelé à la grève pour le 22 janvier. Grève « illégale » a rétorqué la direction de Nestlé, alors qu'elle avait été votée conformément à la loi, par 75 % des travailleurs (minimum requis 67 %). Le prétexte de

quarante-huit heures. Une telle décision aux Philippines a des implications bien plus violentes qu'ici. Elle accorde aux autorités le pouvoir de recourir aux forces armées — véritables milices patronales — pour enfoncer les piquets de grève et faire entrer les « jaunes » dans l'entreprise, si nécessaire par hélicoptère.

Comment fut sauvée la grève

Le risque était énorme, dans ces conditions, que la grève n'aboutisse à d'autre résultat qu'à une répression massive, comme ce fut sou-

venir le vent. La grève tint bon et, dès le 14 mars, le nouveau ministre du Travail, Augusto Sanchez, fit reprendre le travail en échange de l'acceptation d'une partie des revendications : versement d'un mois de salaire supplémentaire, indemnités diverses dont les congés payés et procédure d'arbitrage des autres litiges.

L'UFE et les travailleurs de Filipro n'ont certes pas totalement gagné. Mais les événements ont montré le potentiel des luttes sociales qu'ouvre la chute de la dictature. La direction de Nestlé doit en être consciente,



la direction : la grève minerait « l'intérêt national » et serait en fait une machination des communistes. Mal lui en prit : les travailleurs n'eurent aucune peine à aligner la liste des cinq autres entreprises des Philippines qui produisent des produits laitiers et l'une d'elle fermaient justement ses portes pour « surproduction ».

Mais le ministère du Travail de Marcos écoutait, on le sait, avec attention les doléances des multinationales. Fin janvier, il ordonnait la reprise du travail dans les

vent le cas sous la dictature de Marcos. L'UFE appela à la solidarité internationale, avec un certain écho, mais des motions ne suffirent pas devant un appareil policier et militaire.

Dans les premiers jours de février et plus encore dans les semaines suivantes, l'armée de Marcos fut cependant totalement paralysée par l'énorme mouvement de masse qui secouait et finit par faire tomber la dictature. Le rapport de forces se modifiait en faveur des grévistes au grand dam de la direction de Filipro qui n'avait peut-être pas vu

même si elle s'en cache : elle n'a donné les miettes concédées qu'au nom des soixante-quinze ans de présence de Nestlé aux Philippines ! L'avarice camouflée en bienfaisance, comme toujours. Toutes ensemble, les revendications de l'UFE représentaient 10 % des bénéfices de Filipro en 1984 ! C'est qu'on appelle le « partage » des gains de productivité et des bénéfices...

M. Thévenaz

(Article paru dans *La Brèche* organe de la section suisse de la IV^e Internationale).

Economie, l'horizon reste bouché

Contre-choc pétrolier ? Consolidation de la reprise mondiale ? Retour de la confiance avec l'arrivée de la droite au pouvoir ? L'espoir serait-il au tournant de la rue ? Derrière ces caricatures d'analyse de la situation économique dont une certaine presse est si friande, la réalité vécue par les travailleurs et les couches populaires, les pesanteurs des structures économiques, tout cela n'évolue guère.

1. LE CONTEXTE INTERNATIONAL

□ La droite arrive au pouvoir en France dans un contexte international qui va lui rendre la tâche plus facile qu'elle ne l'a été pour la gauche en 1981-1982¹. Résumons brièvement les choses.

1. Le cours du dollar qui dépassait 10 francs en mars 1985 est maintenant redescendu à moins de 7 francs.

2. Le prix du baril de pétrole et les cours internationaux des matières premières industrielles et agricoles continuent à décroître et sont maintenant à des niveaux qui effacent les hausses intervenues depuis 1979.

La conjonction de ces deux phénomènes signifie pour la France un allègement du coût des importations de produits primaires. La « facture énergétique » qui était d'environ 180 milliards de francs en 1985 diminuerait de plus du tiers (75 milliards de francs) cette année².

3. Cette évolution des cours internationaux aura bien entendu des conséquences très négatives pour les pays exportateurs de pétrole et de produits bruts, c'est-à-dire les pays du tiers monde, qui devront réduire leurs achats aux pays développés ; mais cet effet sera plus que compensé par la poursuite de la reprise limitée que connaissent actuellement les pays développés : la demande extérieure adressée à la France devrait croître de 4 % contre 3,5 % en 1985 (ce qui permet d'avoir une idée des possibilités d'exportation).

Il faut ajouter à cela la bienveillance vis-à-vis du retour de la droite au pouvoir des capitalistes français et internationaux qui a eu comme illustration dans la foulée de la dévaluation des entrées importantes de capitaux. La dévaluation du franc et la réévaluation du deutschmark qui permettront un gonflement de leurs marges à certaines entreprises exportatrices. Tout donc devrait être en place pour que le trio libéral Chirac-Balladur-Madelin puisse sans contrainte extérieure excessive nous démon-

trer les bienfaits de leur politique.

1. Même s'il est clair que l'échec de la politique économique de la gauche en 1981-1982 est d'abord le produit de ses propres faiblesses, de son refus de remettre en cause les règles du système. (Sur ce point, voir C. Barsoc, *les Lendemain de la crise*, la Brèche, Critique communiste de janvier et février 1986, *Bilan de la politique économique de la gauche*).

2. Note de conjoncture de l'INSEE.

2. DEMANDE PRODUCTION EMPLOI

□ Depuis 1983, la politique d'austérité a eu comme conséquence deux ans et demi de diminution du pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. Depuis le second semestre de 1985, cette situation s'est partiellement modifiée pour plusieurs raisons :

— Une diminution plus rapide que prévue de l'inflation qui a permis une progression limitée du pouvoir d'achat du salaire horaire ;

— L'incidence des mesures de freinage de l'impôt sur le revenu et, pour ceux des ménages qui en ont bénéficié, du remboursement de l'emprunt obligatoire ;

— La forte croissance du pouvoir d'achat des « entrepreneurs individuels » : commerçants, artisans, petits et moyens industriels ;

— Et pour le début 1986, la concentration en début d'année des diverses mesures d'augmentation des prestations sociales (allocations familiales par exemple).

Ainsi, pendant la première moitié de l'année, la consommation des ménages influencera favorablement l'évolution de la production. Mais selon l'INSEE, les perspectives du second semestre apparaissent moins brillantes, notamment en raison du ralentissement du pouvoir d'achat des salariés, les salaires s'ajustant au rythme prévu de l'inflation¹. Toutefois, en raison de l'évolution du premier semestre, la demande intérieure de-



Juppé et Balladur : les clignotants sont au rouge.

vrait, dans une certaine mesure, pousser en avant la production. Il faut cependant noter que l'impulsion émanant de la demande intérieure ne se répercutera pas complètement sur l'évolution de la production nationale en raison de la poursuite des tendances négatives du commerce extérieur et de la lenteur de la progression des investissements (voir plus loin). La progression du produit intérieur brut en 1986 excédera sans doute le chiffre de 1985 (plus 1,3 %, ce qui est très faible) mais on peut douter qu'elle atteigne le niveau optimiste de certaines prévisions² (certains parlent de près de 3 %).

L'emploi

Fin 1985, les socialistes s'étaient bruyamment félicités d'une stabilisation apparente du chômage (à environ 2 350 000 personnes) avec même un recul en fin d'année. En fait, cette évolution n'avait pas grand-chose à voir avec les déterminants fondamentaux du marché du travail, ressources en

main-d'œuvre et emplois. Elle est le produit de la mise en place des TUC et de divers types de stages, du découragement spontané ou non des demandeurs d'emplois âgés de plus de cinquante-cinq ans, des radiations plus systématiques et rapides des fichiers de l'ANPE. En 1985, l'emploi réel a diminué de 50 000 unités (ce calcul exclut naturellement les TUC).

1986 sera encore vraisemblablement une année noire pour l'emploi : les données les plus récentes semblent indiquer une poursuite de la réduction des effectifs salariés, un essoufflement pour des raisons diverses des dispositifs de traitement de chômage mis en place par la gauche. Les nouvelles mesures Chirac en faveur de l'emploi des jeunes n'auront pas de conséquences avant l'automne et leur éventuel effet positif risque d'être annulé par les retombées négatives de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement.

Sur l'ensemble de l'année 1986, selon la note de conjonc-

ture de l'INSEE de mai, le nombre de chômeurs augmenterait de 160 000 à 200 000 personnes. On mesure là ce que valent les discours du patronat sur la liberté d'entreprendre qui permettrait de créer des emplois. Quant au chômage des jeunes, il faudra autre chose que des bonnes paroles pour enlever à la France le « privilège » d'être, derrière l'Italie, le pays avec la proportion de jeunes sans emploi la plus élevée : 25,6 % en 1985 (source OCDE).

1. Le bulletin du mois d'avril dernier de la banque Paribas (encore nationalisée et avec un PDG nommé par la gauche) sonne le tocsin : il faut « intégrer » le fléchissement de l'inflation dans les évolutions salariales des secteurs privé et public. On touche là concrètement du doigt une des contradictions fondamentales du capitalisme dans la crise : pour augmenter les profits, il faut faire baisser la part des salaires, mais en faisant cela, on diminue la demande et on réduit les débouchés.

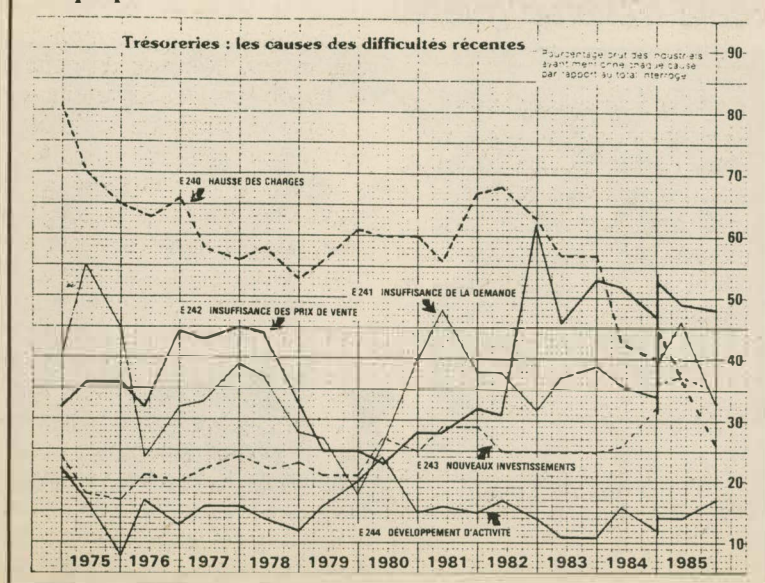
2. Les comptes nationaux du premier trimestre 1986 indiquent une progression très faible du produit intérieur brut : + 0,3 %.

3. COÛTS SALARIAUX ET PRIX

Le maintien du chômage à un niveau élevé, les directives gouvernementales concernant la fonction publique et les entreprises nationales devraient continuer à peser sur l'évolution des salaires et donc le

pouvoir d'achat progressera faiblement sur l'année et restera nettement en deçà de l'augmentation de la productivité. La part de la valeur ajoutée des entreprises distribuée sous forme de salaires est, en 1985, descendue à 49 %. L'INSEE fait deux fois par an des enquêtes sur la trésorerie des entreprises industrielles et interroge les chefs d'entreprise sur leurs difficultés récentes.

Graphique 1



L'austérité, une perspective qui a de l'avenir...

Ce graphique montre que la part des industriels qui citent la hausse des charges comme une cause de leurs difficultés est en recul constant depuis le deuxième semestre 1982 (blocage Mauroy). Dans la dernière enquête (décembre 1985), seulement 26 % des industriels interrogés mentionnent les charges, soit un chiffre nettement plus bas qu'à l'époque de Barre. Et 4 % considèrent qu'il s'agit du facteur qui a exercé l'influence la

plus défavorable dans la période récente. Dans les charges en question, la part des salaires et des charges sociales est naturellement importante : on mesure l'écart entre ces chiffres et les déclarations tonitruantes du CNPF.

La conjoncture du ralentissement des salaires et de la progression de la productivité a eu comme conséquence une nette baisse du coût salarial unitaire en France par rapport à ceux des autres grands pays industriels capitalistes. Le tableau 1 est construit en référence à la situation américaine. On voit qu'en 1980 dans l'industrie, pour obtenir la même quantité de production qu'aux Etats-Unis, il fallait dépenser 1,6 fois plus de salaire. En 1985, les chiffres sont équivalents en France, aux USA et en RFA. C'est l'exploitation accrue des travailleurs qui a permis d'obtenir ce résultat, mais, naturellement, le patronat n'est pas encore satisfait et d'ailleurs, cette baisse du coût salarial n'a pas permis de redresser le commerce extérieur.

Tableau 1

Base 100 = Etats-Unis	Années	Etats Unis	France	Allemagne	Royaume Uni	Japon
Coût salarial horaire	1975	100,0	83,1	86,3	47,0	45,1
	1980	100,0	105,1	110,8	68,7	54,2
	1985*	100,0	70,9	70,9	48,7	49,4
Productivité horaire	1975	100,0	55,5	63,0	37,1	53,1
	1980	100,0	64,9	69,8	36,0	73,6
	1985*	100,0	69,3	71,2	40,2	86,5
Coût salarial unitaire	1975	100,0	149,7	137,0	126,7	84,9
	1980	100,0	161,5	158,1	190,1	73,4
	1985*	100,0	102,3	99,5	121,0	57,1

Source : Calcul CEPII.

Dans le ralentissement de l'inflation intervenu en France depuis 1983, la politique des salaires a joué un rôle central, complétée par le contrôle des prix (notamment dans le secteur des services) et la faible augmentation des prix agricoles. En 1985, la baisse des prix en France des produits importés, favorisée par la dépréciation du dollar à partir du second semestre, s'est ajoutée à ces facteurs et a permis la réduction de l'inflation à 4,7 %.

Les prix

L'observation des prix aux différents niveaux de l'activité permet de noter divers phénomènes :

– Dans l'industrie, le prix de production ne répercutait que partiellement l'évolution des coûts de production. De 1984 à 1985, les glissements des coûts de production reculent de 5,5 % à 2,5 %, alors que celui des prix de production passe de 5,7 % à 4,2 %. La différence permet la progression des profits des entreprises. Au niveau des prix à la consommation, on constate que sur l'ensemble de l'année 1985, les « produits industriels du secteur privé » (industries hors énergie, tabacs et allumettes) ont progressé de 5,3 %.

– Le glissement des prix alimentaires à la consommation (+ 4,7 %) est nettement supérieur à celui des prix de production agricole (+ 2 %) et à celui des cours des matières premières importées (– 15,5 %).

– Les services du secteur privé (+ 5,9 %) et les loyers (+ 6,4 %) évoluent également plus vite que la moyenne de l'indice.

Pour 1986, l'INSEE prévoit un nouveau ralentissement des prix à la consommation : 2,8 % (ou 2,3 % si le prix du pétrole se stabilise à 15 dollars le baril).

Le mot d'ordre du gouvernement de droite en matière des prix : c'est la libération totale d'ici la fin de l'année. Cela veut dire que pendant l'année 1986, outre l'énergie et les matières premières importées, le principal élément favorable à la désinflation restera le contrôle des salaires : élément d'autant plus central que dans divers secteurs, des hausses se préparent.

– L'enquête trimestrielle de l'INSEE dans l'industrie de mars 1986 indique une accélération des perspectives de hausse des prix à la production : après avoir augmenté de 0,3 % par mois en janvier, février, les prix de l'industrie (hors énergie) augmenteraient de 0,6 % par mois en mars et juin.

– Dans le secteur des services, même si la libération n'a pas encore eu lieu, on peut prévoir que certains, considérant que la droite au pouvoir, ils peuvent tout se permettre, anticiperont l'évolution de la réglementation. – Quant aux loyers, leur évolution dépendra en partie de la date et des modalités d'abrogation de la loi Quillot.

Dans ce contexte, et compte tenu, par ailleurs, de l'incidence

de la dévaluation, on peut penser que, malgré une évolution du pouvoir d'achat des salaires plus faible que dans les autres pays européens (un gain de pouvoir d'achat de 3,4 % est prévu en RFA), le ralentissement des prix en France soit moindre en 1986 que celui enregistré par certains des principaux pays étrangers.

1. Coût salarial unitaire : quotient du coût salarial (charges sociales comprises) par la valeur de la production, autrement dit combien de francs coûte en salaire une production d'une valeur de 10 francs. En 1985, un salarié touche par heure de travail en France 70,9 % de ce que reçoit un travailleur américain et la productivité horaire en France est égale à 69,3 % de la productivité aux Etats-Unis. Le coût salarial unitaire est mesuré en divisant ces deux chiffres.

4. PROFIT DES ENTREPRISES ET INVESTISSEMENTS

Il y a un thème constant dans le discours économique de Barre en 1976, à Balladur aujourd'hui, en passant par Delors et Bérégovoy ; c'est le fameux théorème attribué à l'an-

cienn chancelier social-démocrate allemand Schmidt : les profits d'aujourd'hui égalent les investissements de demain qui donneront les emplois d'après-demain. Du côté des emplois, on ne voit rien venir, regardons les profits et les investissements.

L'année 1985 a été marquée par une nouvelle amélioration des résultats des entreprises, et le taux de marge des sociétés a retrouvé le niveau des années antérieures au « second choc pétrolier ».

Tableau 2

Taux de marge des sociétés et quasi-sociétés non financées (non grandes entreprises nationales)

1974	1975	1976	1978	1980	1982	1984	1985
27,1	24,7	24,5	24,1	23,1	22,3	23,5	24,4

1. 1985 : résultat provisoire.

Selon les calculs de l'INSEE (note de conjoncture de mai 1986), 68 % du surplus produit par la baisse des prix énergétiques iraient aux entreprises (42 milliards de francs sur 1975).

On peut donc prévoir une nouvelle progression des profits. Dans ce contexte, l'évolution des investissements apparaît décevante, à la fois sur le plan quantitatif et sur le qualitatif.

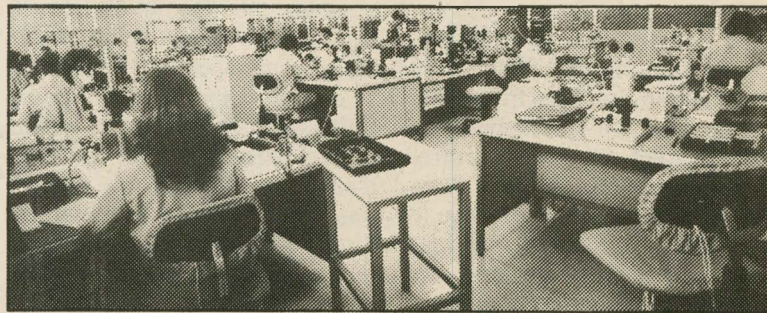
Tableau 3

Investissement des entreprises par secteur (variation en %, avec prix de l'année précédente)

	1984-1983	1985-1984	1986-1985
Total hors logement	– 2,5	2,2	2
– Grandes entreprises nationales (SNCF, EDF, etc.)	– 7	– 1,1	– 2
– Autres entreprises dont – Industrie	1	3,1	3
	9	10,8	

Source : INSEE.

L'austérité, une perspective qui a de l'avenir...



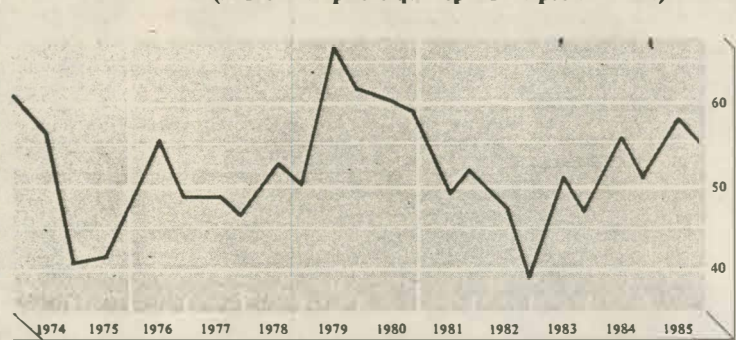
La progression des investissements des entreprises (autres que les GEN) n'augmenterait pas plus vite que l'année précédente ; quant à l'investissement industriel, il progresserait nettement moins vite. Ceci alors que, dans certains secteurs, les entreprises se déclarent incapables de produire davantage

(même avec des embauches) si la demande augmentait et que la proportion d'entreprises qui répondent pouvoir réaliser tous les investissements souhaités a progressé significativement depuis trois ans.

Même si les patrons, dopés par la victoire du 16 mars, augmentaient un peu leurs investis-

Graphique 2

Possibilité de réaliser des investissements (% des entreprises qui répondent positivement)



(Source : INSEE).

sements, on serait loin d'une reprise à la mesure de la progression des profits.

Les investissements qualitatifs recouvrent en fait deux choses différentes : le remplacement du matériel existant à l'identique ou par un matériel plus moderne ; l'accroissement des capacités de production notamment par l'achat de machines nécessaires à de nouvelles fabrications.

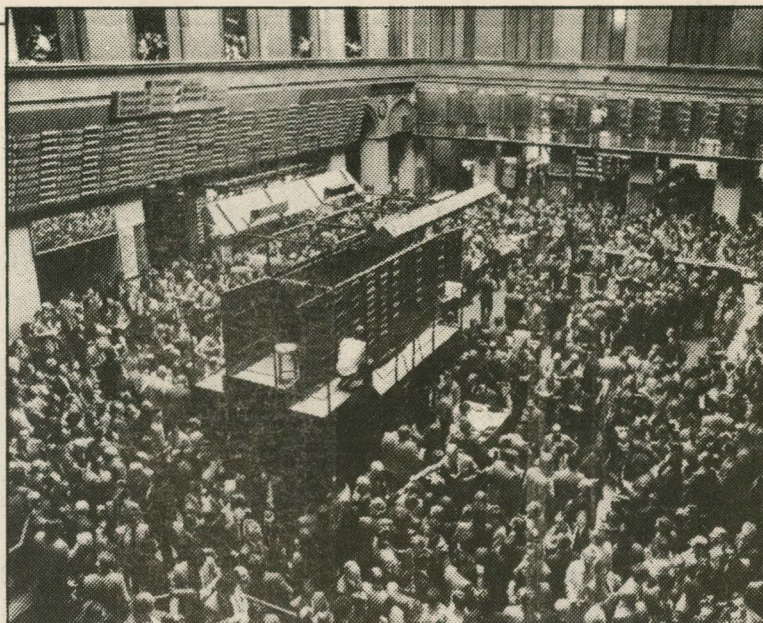
Or, les chiffres montrent que dans les trois dernières années dans l'industrie, la part des investissements d'accroissement de capacités (et particulièrement ceux qui correspondent à l'adaptation à des nouvelles fabrications) a tendu à régresser. Autrement dit, une large part de la reprise limitée des investissements industriels pourrait ne correspondre qu'à des renouvellements d'équipements (à l'identique ou non) rendus inévitables par le cycle même du capital.

Pour expliquer cette situation, certains mettent l'accent sur l'important endettement des entreprises françaises. Le redressement des résultats permettrait dans une première étape le dé-

sendettement ; le redémarrage de l'investissement viendrait ensuite. Cette vision optimiste paraît faire abstraction de deux réalités : l'impulsion réduite donnée par la demande, le développement des placements financiers des entreprises. Le haut niveau des taux d'intérêt réels (taux d'intérêt moins la hausse des prix), la mise en place d'instruments financiers plus souples (par Bérégovoy, notamment) ont incité un certain nombre de chefs d'entreprises à préférer le développement de leurs actifs financiers, non seulement aux investissements, mais même au désendettement. Les souscriptions d'obligations par les entreprises seraient ainsi passées de 10 milliards de francs en 1984 à près de 40 milliards en 1985¹ !

1. Ce développement des placements financiers, accompagné par une montée des cours à la Bourse et des batailles entre groupes financiers pour le contrôle des sociétés n'est pas propre à la France. Il demande à être analysé sérieusement, mais représente sans doute une des caractéristiques majeures de la phase récente de la crise économique.

Un excédent de cinquante milliards dans les transactions extérieures.



Le cercle vicieux de l'austérité : pas de redressement de la situation, mais spéculation en hausse...

5. LES ECHANGES EXTERIEURS

La politique d'austérité pratiquée depuis 1983

Tableau 4

Evolution du solde des échanges de marchandises (Milliards de francs par mois, CVS)

	1985	1986 (prévisions)
Agro-alimentaire	31,1	30
Energie	- 180,5	- 105
Produits manufacturés	89,0	70
Ensemble CAF-FAB ¹	- 60,4	- 5
Ensemble FAB-FAB ¹	- 29,6	+ 27

Source : INSEE

1. CAF et FAB : mode de comptabilisation des importations prenant ou non en compte les coûts d'assurances et de fret. Le chiffre FAB-FAB représente le mieux l'évolution.

Ce qui permettrait, en tenant compte des services et des transferts, de dégager sur l'ensemble de l'année un excédent des transactions couvrant de 50 milliards de francs (après trois milliards en 1985) (INSEE, mai 1986).

On peut également prévoir une évolution favorable des mouvements spontanés des capitaux en liaison avec les premières décisions du nouveau gouvernement (dévaluation, amnistie pour les capitaux rapatriés). Mais la libération totale des changes, également annoncée à la mi-mai, pourrait avoir des conséquences négatives en favorisant les transferts de capitaux à l'étranger pour l'investissement ou la spéculation, le non-rapatriement des recettes d'exportation, etc.

Du point de vue de l'équilibre global, les perspectives semblent favorables, mais en réalité, il suffit de regarder le tableau 4 pour voir que c'est seulement grâce à la baisse du pétrole que la balance commerciale française se redresse, le solde prévu de produits manufacturés se dégrade sensiblement et l'industrie française va donc continuer à perdre des parts de marché tant en France même que dans les autres pays. L'explication de cette situation se trouve, non pas dans les problèmes de compéti-

tivité-prix que le patronat ne cesse de mettre en avant, mais dans les structures mêmes de l'industrie et du commerce extérieur français (voir *Critique communiste*, janvier et février 1986, « Bilan de la politique économique de la gauche »). Une politique industrielle libérale ne résoudra bien entendu pas ce problème, mais ce n'est pas son objectif¹.

1. Une étude récente parue dans la revue de l'INSEE, *Economie et statistique*, montre que, dans certaines branches industrielles (textile,

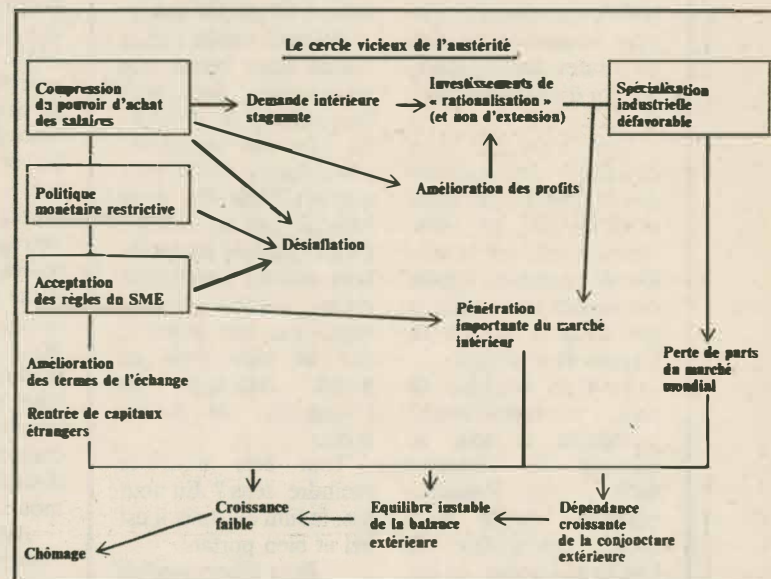
habillement, chaussure), se combinent une forte rentabilité financière et un recul continu face à la concurrence étrangère.

6. LE CERCLE VICIEUX DE L'AUSTERITE

Les différents aspects de la situation économique étudiés dans ce dossier montrent que malgré la baisse du pétrole et du dollar, l'amélioration des « grands équilibres » (prix, commerce extérieur, déficit budgétaire¹) et la poursuite de la hausse des profits, l'année 1986 ne marquera non seulement aucun progrès pour les travailleurs (le contraire eut été étonnant avec ce gouvernement), mais même aucun signe de réel redressement du capitalisme français face à ses concurrents. En fait, il semble que depuis le ralliement de la gauche aux piliers principaux de la politique menée par Barre avant 1981 (compression du pouvoir d'achat des salaires, politique monétaire restrictive, défense de la position du franc dans le Système monétaire européen), la France soit entrée dans un cercle vicieux de l'austérité (vois schéma) dont elle ne pourra sortir que par une politique économique réellement en rupture avec la domination du capital français et international.

Henri Wilno

1. Ce sujet n'a pas été abordé dans ce dossier mais il est clair que ce sont les travailleurs et les couches populaires qui feront les frais de la politique de la droite aussi bien en matière budgétaire que de Sécurité sociale pendant que les détenteurs de hauts revenus bénéficieront de la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes, du relâchement des contrôles fiscaux, de la suppression des tranches les plus élevées de l'impôt sur les revenus, des mesures d'encouragement aux placements financiers. Les économies, ce sera pour l'école et l'hôpital publics, les crèches et les allocations de chômage.



La sélection du festival 1986 aime le scope et les paysages ; elle raffole des panoramiques. Loin de ces films envahis par la technique et le fric, marqués par la minceur des scénarios, il existe parfois un cinéma d'auteur.

■ De notre envoyée spéciale

Il ne fait aucun doute que *The Mission*, la palme d'or décernée cette année, est le film le plus nau-seabond de tout le Festival. *Le Sacrifice* de Tarkovski est bien sûr mystique, mais on sait combien le réalisateur nous a habitués à une poésie cinématographique de très haut niveau. Ayant le projet fou de faire un film sur sainte Thérèse de Lisieux, Alain Cavalier se donnait des exigences prometteuses et réussit parfaitement son pari. *The Mission*, de Roland Joffé, est une histoire d'évangélisa-

beau engloutir la bagatelle de 8,2 millions de dollars, il ne fait guère de remous. Sur terre, la locomotive infernale de *Runaway Train* n'est pas plus performante, même si elle file à la vitesse qu'a choisie le groupe Cannon, son producteur, pour conquérir le marché mondial du film.

La sélection aime aussi le scope et les beaux paysages, raffole de panoramiques balayant l'Alaska de Konchalovski ou les hauts plateaux algériens chers à Lakhdar Hamina. Spielberg nous offre la douceur mauve des prairies de Caroline du Nord, et Roland Joffé choisit pour ses jésuites en mis-



« Thérèse » d'Alain Cavalier : le mystique et la dérision.

A L'HEURE DES SUPERPRODUCTIONS

tion et de rédemption gonflée par l'artifice technique. Si le jury cannois se met à primer les prouesses de tournage — et les coûts de production — où va-t-on ?

C'est vrai que cette année, la sélection officielle, fidèle à ses habitudes, fournit son pesant de superproductions. Elle aime les grosses machines : le bateau des *Pirates* de Polanski a

sion l'Amazonie la plus dense qu'il filme pour 16,8 millions de dollars, ce qui n'a pas manqué d'impressionner le jury.

Loin de ce cinéma envahi par la technique, impersonnel et insipide, il existe un cinéma d'auteur, comme par exemple *After Hours*, de Martin Scorsese, à qui il faut tout d'abord pardonner de nous donner un film commercial, et par conséquent beaucoup moins personnel que son fameux *Taxi Driver*, primé à Cannes en 1976. Les échecs successifs de ses films précédents l'ont amené à accepter un film de commande qu'il transforme en un brillant exercice de style : *After Hours* est une comédie noire qui démarre sur les chapeaux de roue, comme le taxi fou furieux qui entraîne Paul, le héros gentil et naïf, dans le plus terrible des enfers. L'action se passe à Soho (on serait tenté de dire zoo) parmi les fauves — des femelles surtout — qui le traquent. Même si les connotations ségrégationnistes sont douteuses (Soho renferme une faune de marginaux dangereux), le film est une jubilation. Victime de hasards malheureux, Paul ne maîtrise plus son destin. Les situations navrantes s'enchaînent dans une euphorie désopilante et la fin est à mourir de rire.

Autre film comique, new-yorkais également : *She's gotta have it*, une des

QUOI DE NOUVEAU A L'EST ?

On se souvient de *la Princesse*, du hongrois Pal Erdöss, qui remporta la caméra d'or à Cannes en 1983. Cette fois, le réalisateur nous revient avec la suite : *Compte à rebours*. Jutka est maintenant mariée à Sandor. Le couple est heureux, mais vit chichement. Sandor veut s'installer à son compte pour gagner davantage, construire sa propre maison et améliorer ainsi son cadre de vie. Il obtient la location d'un camion, ses affaires prospèrent mais les difficultés commencent lorsque vient l'hiver. Sandor travaille tant et plus, se fait escroquer et tombe malade. Il doit renoncer à toute activité et se met à boire. Jutka prend alors le relais, monte elle

aussi sa petite entreprise de couture et lutte désespérément pour sauver la situation. Un jour, Sandor s'assied devant une machine, et se met à coudre.

En dépit de cette fin optimiste, *Compte à rebours* est un film sombre qui montre les difficultés de vivre des êtres. Le montage elliptique des séquences et les mouvements rapides d'une caméra qui saisit furtivement les émotions mettent en valeur l'excellent jeu des deux acteurs principaux, Erika Ozsda et Karoly Eperjes.

Puis à l'Est, une agréable surprise nous attendait avec le film de la Chine populaire qui a été traduit par *Ode à la jeunesse*. Grave erreur,

nous dit la réalisatrice Nuanxin Zhang, le titre exact devrait être *Sacrifice de la jeunesse*. Le film est un voyage dans la mémoire d'une jeune citadine qui évoque le séjour qu'elle a dû effectuer dans un village Dai très retiré, lors de la révolution culturelle. D'abord réticente devant un peuple aussi différent d'elle, elle se laisse finalement séduire. Mais finalement, prenant peur devant l'amour que lui porte un jeune Dai, elle repartira vers la ville où l'attend une carrière intellectuelle. *Sacrifice de la jeunesse* est un beau film tout en nuances sur l'opposition ville-campagne et il faut noter la qualité de ses images.

J. V.

PIRATES de Roman Polanski

Il fallait être Roman Polanski et son côté aventurier du cinéma pour se lancer, quelques dizaines de milliards aidant, dans ce pari : renouer avec un genre hollywoodien disparu depuis longtemps, le film de pirates, sous-division du film d'aventures maritimes.

Cela n'est pas pour déplaire : se souvenir que le cinéma a un passé et qu'un film, en 1986, vient confirmer la validité de ce passé à l'heure des fausses nouveautés et des audaces molles de Cannes et d'ailleurs.

Tout au bonheur de cette surreprésentation piratesque et tout au bonheur de l'humour qu'il y met, Polanski, pourtant, oublie deux choses essentielles : le bateau et l'océan, ce qui

est loin d'être négligeable pour un film de pirates ! Le bateau, superbe, n'est présent que comme un décor, que comme une scène indifférente à l'agitation qu'elle contient. L'océan est absent.

Polanski oublie l'un et l'autre alors même que son navire, fidèlement reconstitué, le *Neptune* est l'un des arguments publicitaires de la production. Cela dit, il ne manque pas un crochet de fer, pas une jambe de bois, pas un tonnelet de rhum, pas un personnage, pas une posture, pas un clin d'œil au grand catalogue de l'imaginaire de la flibuste.

Tout cela a-t-il le moindre sens ? En tout cas, le film existe et il est bel et bien portant.

Piotr Gourmandish

révélation du Festival, découverte par Pierre-Henri Deleau à la Quinzaine des réalisateurs. Le Noir Spike Lee, qui n'avait que 20 000 dollars en poche, a dû chercher d'autres fonds pendant le tournage qui n'a duré que douze jours. Le film, en noir et blanc, s'ouvre sur des photos superbes de rues montrant le peuple noir dans sa réalité. Non, les

Noirs ne sont pas des bêtes, non, ils ne vivent pas dans des lieux sordides. Une fois faite cette mise au point, l'histoire commence, celle de Noal qui ne parvient pas à faire un choix entre les trois amants qu'elle aime. Voici un film léger, drôle, magnifiquement photographié, et on aura sûrement l'occasion de reparler de Spike Lee, ce tout nouveau

réalisateur plein de talents.

L'amour a été, de loin, le thème le plus abordé cette année. La gouaille québécoise des universitaires de Denys Arcand dans *le Déclin de l'empire américain* va bon train quand il s'agit de parler de sexe. La caméra, posée au milieu des bavardages de quatre couples, s'agite avec ceux-ci, nous mêle à la discussion

ROSA LUXEMBURG De Margarethe von Trotta

Pour qui s'intéresse un peu à l'histoire politique de l'Allemagne, le nom de Rosa Luxemburg n'est évidemment pas inconnu. Elle est celle qui s'est démarquée du Parti social-démocrate allemand dès 1910 pour créer, avec Karl Liebknecht, le groupe Spartakus, fondateur du Parti communiste allemand en 1918. Elle est celle qui fut nommée « Rosa la rouge », « Rosa la sanglante ».

C'est cette image stéréotypée qu'a voulu briser Margarethe von Trotta, fascinée depuis longtemps par l'ardente militante qui fut aussi une femme sensible, incapable de faire du mal à une mouche. En témoignent les admirables lettres qu'elle a écrites, principalement en prison — elle y est allée sept fois — et que la réalisatrice a eu l'intelligence d'utiliser comme support

du film. A travers elles, nous découvrons une jeune femme énergique, qui refuse tout compromis, indépendante — autant de qualités qui lui permettent de préserver son identité — mais aussi chaleureuse, imaginative.

Cette petite femme boîteuse au visage ingrat est bien attachante. L'émotion passe, notamment dans les très belles scènes de prison. Barbara Sukova, qui réalise ici une performance remarquable devait avoir le prix d'interprétation féminine.

L'évocation cinématographique d'une période historique aussi dense n'était pas facile ; mais choisir précisément cette phase historique alors que l'Allemagne, depuis longtemps, s'efforce d'oublier ce qui la dérange, cela relève de l'exploit.

J. V.



« Rosa la rouge » était aussi une femme sensible.

particulièrement ceux de *Tenue de soirée* de Blier, ou ceux du *Lieu du crime* d'André Téchiné, mais cela ne suffit pas à faire un chef-d'œuvre. Seule la *Thérèse* d'Alain Cavalier se démarque de l'ensemble. L'histoire qu'il nous raconte est celle de Sainte Thérèse de Lisieux, choix *a priori* pas très excitant. Mais Cavalier inflige à cette histoire des plus banales un traitement extraordinaire. Sur un fond gris où n'est disposé que l'essentiel (une chaise, une table, une bougie) se déplacent des carmélites que filme une caméra presque toujours fixe. Les gestes sont sobres, l'austé-

rité est de rigueur, un fondu au noir rapide espace chaque plan-séquence de la vie monastique admirablement éclairée, si bien qu'on a l'impression de parcourir un livre d'images pieuses.

Mais si Cavalier souligne la noblesse de ses carmélites, il leur attribue des propos crus et réalistes qui expriment le doute, l'angoisse, l'hystérie, la dérision ou la lassitude. Ainsi la dimension mystique est côtoyée par le tracas quotidien. La bondieuserie trop présente dans bien des films de Cannes est ici tenue à distance. Ouf !

Jeanne Vincent

WELCOME IN VIENNA d'Axel Corti

En 1938, l'Autriche, déjà fasciste depuis quatre ans, est intégrée à l'Allemagne nazie : c'est l'exode forcé pour plus de 100 000 Juifs, communistes, intellectuels...

Welcome in Vienna raconte le retour de ces émigrés en 1945, à travers l'histoire de quatre personnages : Freddy Wolff, jeune Juif devenu un soldat américain, veut quitter son uniforme pour vivre à nouveau à Vienne, sa ville natale, et y aimer Claudia, jeune actrice de talent, mais au passé douteux. L'antisémitisme ambiant et la résignation des habitants las de la guerre lui font perdre ses illusions. Adler, intellectuel communiste, juif lui aussi, veut passer à l'Est lorsque Vienne, comme Ber-

lin, est morcelée en quatre zones d'occupation.

Le lieutenant Binder, baroudeur américain d'origine allemande, antisémite invétéré, est venu à Vienne dans l'espoir de poursuivre la guerre contre l'URSS. L'autrichien Trenchensky, enfin, incarne l'opportuniste type : déserteur de l'armée allemande fin 1944, il sait s'accommoder, dès 1945, d'un marché noir florissant. Montrant la force et la faiblesse de chacun, *Welcome in Vienna* est un film intelligent et subtil sur l'idéalisme déçu, la lucidité passive.

Corti a bâti son film à partir de ce qu'il a vécu, de ce qui fut la réalité.

J. V.



☆ **Dimanche 20 h 35 (TF 1)** *Max et les ferrailleurs*, de C. Sautet avec R. Schneider et M. Piccoli. Un film policier de Sautet n'est jamais tout à fait un simple film policier ; celui-ci en administre la preuve, faisant ressortir sous la peinture de certaines méthodes policières l'air du temps présent. C'est du très bon Sautet.

22 h 30 (FR 3). Début d'un cycle consacré à Jacques Feyder, avec *The Kiss*, réalisé aux USA en 1929 (c'est donc muet...) et interprété par Greta Garbo et Conrad Nagel.

23 h 50 (TF 1) France-Canada en direct de Mexico... Ça commence !

☆ **Lundi 20 h 35 (FR 3)** *Raphaël ou le Débauché*, de Michel Deville avec Maurice Ronet et Françoise Fabian. Sur un scénario de N. Compанееz, Deville a tissé le portrait d'une étrange passion entre un débauché découvrant la pureté d'un amour presque parfait, et une femme trop pure pour ne pas être fascinée par cet homme qui représente à lui seul tous les interdits qu'elle s'était juré d'ignorer.

☆ **Mardi 20 h 35.** Le choix entre *Histoire vraie*, de Claude Santelli, d'après Guy de Maupassant, avec M. C. Barrault et P. Mondy (sur TF 1) et une « Dernière séance » « Soirée maudite », qui nous propose un western d'A. de Toth : *la Chevauchée des Bannis* (avec Robert Ryan, enfin propulsé tête d'affiche...) et *la Porte s'ouvre* de J. L. Mankiewicz, interprété par R. Widmark, L. Darnell et S. Poitiers. Histoire policière sur fond de conflit racial et social, présentée en VO sous-titrée.

☆ **Mercredi 22 h 50 (FR 3)** *Un Amour interdit*, de J.-P. Dougnac, avec B. Fossey et F. Rey. Film d'un autre âge qu'on dirait tourné par un Delannoy ou un Denys de la Patellière, ces parangons de l'académisme qui anesthésiaient le cinéma français dans les années cinquante.

☆ **Judi 19 h 55 (A 2)** France-URSS (Fessenheim contre Tchernobyl, ça va bouillir !)

20 h 35 (FR 3) *la Taverne de l'enfer* de (et avec) S. Stallone. Bien avant Rambo et Rocky, la mythologie de l'émigrant italien revisitée par un démagogue sans vrai talent. Résultat : du vent !

☆ **Vendredi 23 h (A 2)** *Martin et Léa*, d'Alain Cavalier, avec I. Hö, X. Saint-Macary et R. Bohringer. Fort justement applaudi à Cannes pour son dernier film, *Thérèse*, Alain Cavalier est l'un de nos metteurs en scène les plus fascinants. Du *Combat dans l'île* et de *l'Insoumis* qu'il tourna en pleine guerre d'Algérie, et qui furent (avec *la Belle Vie* de R. Enrico et *Muriel* de Resnais) les trop rares films qui parlaient « au présent » de cette époque... jusqu'à *Cet étrange voyage*, revu récemment à la télévision, ou ces deux films rares que sont *Martin et Léa* et le *Plein de super*, programmés au ciné-club d'Antenne 2. Cavalier prouve qu'il est à la fois le plus moderne et le plus brut de nos réalisateurs ; des qualités inexistantes dans un milieu cinématographique français qui a toujours délaissé les vrais créateurs. Hors des modes et des sentiers trop fréquentés, Cavalier est l'un des plus doués, l'un des plus passionnants à suivre. Michel Laszlo

RIEN N'EST A EUX

...Tout est à nous, et TF 1 comme le reste ! Signez les pétitions, descendez dans la rue pour gueuler, battez-vous : on vous vole. A coup de redevances répétées, vous étiez enfin parvenus à être co-propriétaires de quelque chose qui trônait chez vous dans un curieux bocal, et voici soudain qu'une immonde crapule vous dépouille d'un coup du fruit de votre patiente épargne. Au secours, Pandraud ! Au secours, Pasqua ! Tes copains sont devenus fous ! L'insécurité vient de faire un bond énorme en France : 35 millions de familles dévalisées en même temps ! Y-a-t-il une récompense ? Parce que moi, j'ai les noms des coupables...

M. L.

qui, d'abord croustillante, s'envenime. Les tensions éclatent, mais ce n'est pas grave, la vie se poursuit, chacun se débrouille comme il peut dans une société où il n'y a plus de valeurs, plus de modèles auxquels se référer, où l'existence s'effrite.

Dans le cinéma français — et italo-français — présenté à la sélection, la crise du couple est plus terrible. Michel Blanc (qui a bien mérité son prix d'interprétation masculine) quitte Miou-Miou pour aimer Gérard Depardieu et finalement devenir travelo. Charlotte Rampling en pince pour Max, un singe, tandis que son mari, d'une tolérance à toute épreuve, ap-

porte des bananes à l'animal. Christophe Lambert prend son pied avec un petit gadget qui dit « I love you » dès qu'on le siffle. Il n'est même plus question de femme-objet mais d'un objet ayant visage de femme. De mieux en mieux. Catherine Deneuve, plus romantique, n'est pourtant pas très raisonnable de s'emballer pour un repris de justice. Enfin Thérèse n'y va pas par quatre chemins ; elle, c'est Jésus qu'elle aime, et personne d'autre.

Le hic, c'est qu'au-delà de ces idées qui ne manquent pas de sel et qui sont les points de départ des scénarios, ceux-ci restent un peu minces. Ici et là, les acteurs jouent bien, tout

Retour des immigrés...



ROUGE

SOMMAIRE

L'action, décidément !
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Immigrés
L'arbitraire
contre le droit
page 6

Lobby sud-africain
La voix de son maître
page 7

Du rififi au PS
Page 8

Misère
au quotidien
page 9

Menaces sur les PTT
page 10

Un marxisme tonique
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Pérou
L'esbrouffe
pour toute politique
pages 14, 15

Belgique
Les travailleurs
persistent et signent
page 16

Elections en Colombie
Chacun son tour
page 17

Nestlé n'aime
que le profit
pages 18

Economie
l'horizon reste bouché
page 19-20-21

Cannes
A l'heure
des superproductions
pages 22-23

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.

Incredroyable... mais vrai ! Il arrive le 5 juin le numéro spécial 36 !



Réunion-débat

organisée
par Rouge

1936-1986

Salle B de la Mutualité

Mercredi 11 juin
à 20 heures

Avec la participation de
Didier Motchane, Maurice
Kriegel-Valrimont, Henri
Noguères, Charles
Michaloux, Jacques
Kergoat.